

***l'Anti*capitaliste**

n°524 | 28 mai 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



GOUVERNEMENT ET PATRONAT PRÉPARENT LE PIRE

**MOBILISONS-NOUS
POUR DE VRAIS
"JOURS HEUREUX"**

Dossier

**Se mobiliser autour
d'un plan d'urgence pour
l'hôpital et la santé**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Cachez ces violences policières...
Page 2

PREMIER PLAN

**Automobile: chez Renault et
dans toute la filière, pas de
tabou pour défendre l'emploi**
Page 3



ACTU INTERNATIONALE
Chili: entre la peste et Pinera
Page 5

LIBRE EXPRESSION
**Solidarité avec les migrantEs:
de Paris à Rennes ou Bologne,
le 30 mai aura bien lieu!**
Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Cachez ces violences policières...

En dénonçant sans détour, samedi 23 mai, sur le plateau de Laurent Ruquier, les violences racistes commises par la police, la chanteuse Camélia Jordana ne s'attendait sans doute pas à déclencher une telle tempête. C'était sans compter sur la sainte alliance des flics, des fachos et de la Macronie qui, durant la journée de dimanche, a tenté de saturer les médias et les réseaux sociaux de messages s'en prenant à l'artiste. Christophe Castaner lui-même, décidément particulièrement attaché à la liberté d'expression, y est allé de sa déclaration, dénonçant « [des propos mensongers et honteux] qui alimentent la haine et la violence ».

Et pourtant. Comme l'a rappelé David Dufresne dans une interview aux *Inrocks*, « ce que dit Camélia Jordana est évident, c'est l'étonnement qu'elle rencontre qui est étonnant ». Des évidences qui dérangent et que certains ne supportent pas, qui s'attachent à défendre coûte que coûte l'impunité des forces de police malgré la multiplication des témoignages, des vidéos et des condamnations par divers organismes, français et internationaux, du Défenseur des droits à la Cour européenne des droits de l'homme en passant par le Conseil de l'Europe et le Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

En s'en prenant à Camélia Jordana, c'est l'ensemble des victimes de violences policières, ainsi que leurs proches et leurs familles, que l'on a voulu faire taire. Et le moins que l'on puisse dire est que la sainte alliance a été confrontée à un véritable effet boomerang : non seulement les messages de soutien à la chanteuse se sont multipliés, mais on a également vu fleurir un hashtag sur Twitter, #MoiAussiJ'aiPeurDevantLaPolice, lancé par Assa Traoré, qui a « noyé » les messages racistes et pro-flics et donné encore plus de visibilité à la dénonciation des violences policières, dans une belle unité entre Gilets jaunes, militantEs d'horizons divers et habitantEs des quartiers.

Une séquence qui nous rappelle à quel point il est indispensable d'apporter tout notre soutien à celles et ceux qui refusent l'omerta sur les exactions policières, et de les appuyer dans leur difficile combat face à l'immunité organisée. Contre les fachos, contre les organisations de flics, contre les autorités, le NPA continuera de les soutenir dans leur lutte, pour la justice et la vérité.

BIEN DIT

Il y a des milliers de personnes qui ne se sentent pas en sécurité face à un flic, et j'en fais partie. Aujourd'hui j'ai les cheveux défrisés. Quand j'ai les cheveux frisés je ne me sens pas en sécurité face à un flic en France. Vraiment.

CAMÉLIA JORDANA (chanteuse), France 2, 23 mai 2020.

GOUVERNEMENT ET PATRONAT PRÉPARENT LE PIRE

Mobilisons-nous pour de vrais « jours heureux »

Face aux conséquences de la crise sanitaire, dont l'emballage de la crise économique, le gouvernement de Macron et le Medef ont un projet clair : préserver les dividendes des actionnaires en faisant payer la note aux salariéEs et à la population. Les démasquer et envisager notre contre-offensive devient un enjeu vital pour ne pas laisser ce système dévaster nos vies et la planète.

« Si l'on prend l'intégralité des mesures budgétaires et de soutien à la trésorerie, l'État a mis 450 milliards d'euros sur la table [...] soit 20% de la richesse nationale pour sauver l'économie », déclarait Bruno Le Maire lundi 25 mai. Qui va rembourser ? « La question est, quand est-ce qu'il faudra rembourser ? Pas maintenant. [Mais] oui, il faudra rembourser, la dette perpétuelle n'existe pas ».

La volonté de nous tétaniser

Ces dernières semaines, les principaux patrons des différents secteurs ont défilé dans les bureaux ministériels et dans les commissions parlementaires pour défendre leur bout de gras et nous saturer d'informations : il faut sauver le tourisme, plus de 7% du PIB et environ 2 millions d'emplois. Après les milliards promis à Air France, les patrons de l'aéronautique civile et militaire (Thales, Safran, Dassault et Airbus) se sont organisés autour d'une « task force » pour obtenir toujours davantage de l'État, agitant la menace de dizaines de milliers de suppressions d'emplois.

Et ce n'est évidemment pas mieux dans l'automobile, avec le cas de Renault, mais aussi de Nissan, qui envisage 20 000 suppressions d'emplois, surtout en Europe. L'Usine nouvelle relaie le 26 mai des estimations de reculs des ventes mondiales de voitures de 16 à 23%. De quoi préparer le terrain aux annonces de Macron d'un plan de relance de la filière qui passera par des milliards de primes supplémentaires pour garantir aux groupes la rentabilité



de leur réorganisation pseudo-écologique dans la production de véhicules hybrides et électriques. Alors même que les plans prévus continuent de démanteler les transports collectifs publics, à la SNCF, à la RATP... Dernière nouvelle, le 26 mai, France Info citait le rapport des économistes du Groupe d'études géopolitiques selon lesquels l'expérience massive de télétravail montre « qu'entre 30 et 40% des emplois qualifiés, des emplois de cols blancs, pourraient être délocalisés dans des pays à bas coûts ».

Contester leur légitimité, préparer notre contre-attaque
Pour résister à l'effroi, il faut se refaire le film de ces derniers mois, pour formuler nos priorités et déterminer nos points d'appui. Alors que la première vague de l'épidémie semble derrière

À la Une

dévouement et leur créativité. L'épidémie a, d'une certaine façon, mis en pause les logiques destructrices du système de santé. Pendant quelques semaines ce ne sont plus les managers qui ont dirigé mais l'urgence de répondre aux besoins. Mais il n'y aura pas de répétition possible, et les projets gouvernementaux pour l'hôpital ne présagent rien de bon. L'urgence est donc d'imposer les revendications construites par les mobilisations, depuis mars 2019, des personnels des urgences, puis de l'ensemble des hôpitaux. Ce sont celles et ceux qui font fonctionner ce système qui sont au premier rang pour la mobilisation.

Soutenir et développer les mobilisations

Mais c'est aussi un double enjeu pour la population : en tant qu'usagerEs du service public de santé, mais aussi sur un plan politique. Car chacunE peut mesurer que si les hospitalierEs ne remportent pas une victoire significative sur leurs revendications, nous serons toutEs affaiblis pour défendre nos revendications et nos emplois. La solidarité avec les hospitalierEs, c'est la solidarité bien comprise avec nous-mêmes, à commencer par les autres salariéEs de la fonction publique. Car le gouvernement a déjà annoncé que tout ce qui sera lâché aux unEs, sera pris aux autres. Si on ne veut pas laisser « remplacer » les enseignantEs par des logiciels, les employéEs territoriaux par des procédures dématérialisées, une victoire des hospitalierEs est déterminante. Il s'agit de mettre à l'ordre du jour l'embauche massive dans les services publics, avec une réduction du temps de travail qui est aussi une réponse à la menace de chômage et le moyen le plus efficace de répondre aux besoins de la population.

C'est ce que le NPA défend sur les lieux où le travail reprend, dans les quartiers populaires particulièrement fragilisés par la crise, et dans la construction de cadres unitaires pour soutenir les mobilisations qui se développent, dans les hôpitaux et les EHPAD, mais aussi face aux menaces de fermetures et de suppressions d'emplois chez Renault, à l'image des salariéEs des Fonderies de Bretagne qui ont décidé d'occuper leur usine, avec une détermination exemplaire.

Cathy Billard

Un monde à changer

L'ÉTAT N'EST PAS LE REMÈDE. La situation actuelle produit un double mouvement dans la population. D'abord une méfiance vis-à-vis des dirigeants et de leur action face au coronavirus ; cette méfiance est particulièrement forte en France. Mais la méfiance s'accompagne de fortes attentes vis-à-vis des États desquels, au plus fort de l'épidémie, les populations ont été largement dépendantes pour leurs revenus (chômage partiel, allocations sociales) et les mesures sanitaires. L'État a réglementé les modes de vie à un degré jamais atteint : quasiment toutes les libertés traditionnelles ont été suspendues ou réglementées au nom des nécessités sanitaires (il ne s'agit pas ici de soutenir que le confinement a correspondu à un complot ourdi par des forces obscures à la manière de l'extrême droite US). Et dans l'incertitude sur le futur (deuxième vague possible de l'épidémie, déferlante des licenciements...), la demande d'action de l'État restera forte.

Cette attente offre des marges de manœuvre aux dirigeants pour se maintenir, voire consolider leur pouvoir. Face aux soubresauts de la crise, l'État va se présenter comme « raisonnable », « protecteur » et « innovateur ». L'imagination des gouvernements pour vendre du vieux profondément capitaliste en le faisant passer pour du neuf sanitaire et humain sera sans limite.

Les macronistes s'enflamment pour la participation aux bénéfices,

pensée soutenir le pouvoir d'achat et perfectionner la démocratie dans l'entreprise : vieille ficelle pour ne pas augmenter les salaires. Le soutien aux entreprises sera enrobé d'un vernis écologiste. Pour favoriser le télétravail « dans l'intérêt des salariéEs », il y aura de nouveaux allègements du code du travail, alors que cette forme d'emploi atomise les travailleurEs et réduit leur capacité d'action. La flexibilité des horaires sera amplifiée. Etc. De toute manière, « il faudra reconstruire l'économie » et, plus tard, « payer la dette ».

Il y aura sans doute des concessions, dans le secteur de la santé par exemple, mais fondamentalement, l'objectif sera de marquer des points idéologiques et d'obtenir la discipline et la soumission du monde du travail. Pour cela, le néolibéralisme « new look » renforcera encore très probablement sa fonction répressive. Gouvernants et capitalistes ont donc de la ressource. L'objectif n'est pas ici de « désespérer Billancourt » comme on disait à l'époque où Renault-Billancourt était un bastion de la classe ouvrière, mais de pointer la contradiction de la situation. L'État bourgeois n'est pas le remède. Il faut bien sûr en exiger le maximum de mesures sociales mais, simultanément, s'organiser et développer la défiance militante et les ferment d'auto-organisation apparus pendant la crise. Pour que demain ne soit vraiment pas comme hier...

« PLUS JAMAIS ÇA ! » L'unité doit servir à agir

Mercredi 20 mai, à l'invitation des associations et syndicats composant le cadre unitaire « Plus jamais ça, préparons le jour d'après »¹, a eu lieu une première réunion avec l'ensemble des forces politiques de gauche. Pour les organisateurs, l'enjeu était d'ouvrir une discussion sur ce qu'il est possible de faire ensemble en terme d'initiatives et d'actions répondant aux urgences sanitaires, sociales et écologiques.

Étaient donc « présents » en ligne les principaux représentantEs des syndicats (CGT, Solidaires, FSU...) et associations (Attac, Copernic, Greenpeace...) composant « Plus jamais ça » – Philippe Martínez, Éric Beynel, Benoît Teste, Aurélien Trouvé, Cécile Duflot, Willy Pelletier... – et un arc politique très large allant du NPA – dont notre camarade Olivier Besancenot – au PS – avec la présence de Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel, Julien Bayou, Olivier Faure, Raphaël Glucksmann... Soit une cinquantaine de participantEs au total.

Pour les organisateurs de la réunion, le problème n'est pas l'élargissement du collectif (ils tiennent à conserver un cadre limité aux syndicats et associations) mais d'avoir un cadre d'action commun avec les forces politiques, ce qui est positif. Ils proposent de construire des initiatives sur différents terrains : santé (la question de la gratuité des masques était omniprésente dans la réunion), emploi, écologie... Ils ont aussi annoncé la sortie ce mardi 26 mai d'un « plan de sortie de crise », plan de mesures d'urgence proposé comme une contribution à la discussion. Sans surprise, beaucoup d'intervenants de représentantEs des forces politiques (en particulier autour du PS et de Place publique) étaient en dehors des réalités sociales et des mobilisations à construire, trahissant d'autres préoccupations : reconstruire une perspective programmatique à minima plus électorale pour « la gauche » (comme le montre aussi la tribune « Construisons l'avenir » publiée par différents médias il y a deux semaines). Les propositions



©ARTDERENES

des représentants de LFI, du PCF ou d'Ensemble ! étaient plus tournées vers la nécessité d'agir ensemble.

Refuser les petits calculs et les grandes manœuvres

Il y a un mois, comme d'autres forces politiques, le NPA avait répondu par un courrier public² à la tribune « Plus jamais ça », devenue ensuite une pétition signée par près de 200 000 personnes. Pour nous, l'enjeu reste bien la nécessité de poser un cadre de mobilisation commun aux syndicats, associations et partis politiques, en se dégageant des petits calculs et grandes manœuvres d'une partie de la gauche en vue de 2022. Le moment est important : après une période où la division social/politique a pesé durant le mouvement sur les retraités, à laquelle s'est ajoutée ensuite la période atone du confinement, il y a urgence à aider à la relance des mobilisations – en appuyant en particulier celle qui commence dans le secteur hospitalier – tout en défendant des mesures sanitaires (pour la gratuité des masques, pour une vaste

campagne de dépistage) ou sociales (sur le terrain de l'emploi, du refus des licenciements par exemple). Nous avons aussi posé lors de cette réunion la question des résistances aux différentes formes de répression, avec la nécessité de défendre les libertés publiques et démocratiques. À cette étape, il s'agit d'une première prise de contact qui doit être suivie d'une nouvelle réunion début juin pour continuer la discussion autour des initiatives à prendre, avec en perspective une possible déclaration commune syndicats-associations-partis pour les porter. Sans attendre, il faut s'appuyer sur l'existence positive de ce cadre pour voir comment cela peut aider la construction de collectifs locaux d'initiative, en particulier autour des questions de santé. À suivre...

Manu Bichindaritz

¹ – <https://france.attac.org/actus-et-medias/dans-les-medias/article/tribune-plus-jamais-ca-19-responsables-d-organisations-syndicales-associatives>
² – <https://npa2009.org/actualite/politique/une-lettre-du-npa-aux-organisations-du-mouvement-ouvrier>

5 MILLIARDS POUR RENAULT SANS CONTREPARTIE



CHARMA G

Patrons des firmes automobiles et gouvernement tablent sur la désorganisation pratique du mouvement ouvrier, amputé en temps d'épidémie de la possibilité de réunir syndiquéEs, salariéEs et de son droit élémentaire à manifester.

Exproprier les capitalistes

Cela n'a pas empêché les salariéEs du site de Caudan (Fonderies de Bretagne) de débiter lundi 25 mai une grève et l'occupation de l'usine : entrées et sorties bloquées, production arrêtée, occupation jour et nuit.

250 personnes, la très grande majorité des présentEs, y participent sur les 380 que compte aujourd'hui le site. Première grève en réponse aux menaces de fermetures explicitement approuvées par le gouvernement, elle s'appuie sur les expériences de lutte de cette usine. Cette grève ouvre une première brèche qui doit être élargie et soutenue pour espérer gagner ! Face au mécano mondialisé de Renault et Nissan, une grève bloque aussi la production des usines Nissan de Barcelone depuis le 5 mai, jour de la reprise de la production. Cette grève contre une menace de fermeture est largement citée dans l'État espagnol comme la principale lutte sociale du moment, mais est ignorée en France par les médias, à l'exception de quelques réseaux militants. Macron, lui-même en majesté, annonce un nouveau plan de soutien à l'industrie automobile qui inclut bien

sûr un volet compétitivité, c'est-à-dire la préservation des profits et l'approbation ainsi donnée aux restructurations. Macron s'impliquant ainsi, le moment est devenu politique. Le « tout automobile », qu'il soit à moteur électrique, essence ou diesel, fauteur de pollution, ne garantit rien l'emploi : preuve en a été donnée toutes ces dernières années. Les limitations croissantes de l'usage de l'automobile contribuent à faire de celle-ci un bien de moins en moins essentiel. Celles et ceux qui ne voulaient pas laisser leur vie à « produire des bagnoles » l'ont bien confirmé. Les firmes capitalistes sont incapables de garantir l'emploi et de produire pour répondre d'abord aux besoins prioritaires de la population. Ne vivant que pour leurs marchés et leurs profits, leur expropriation ne doit plus être un tabou.

Jean-Claude Vessillier

Le chiffre

Entre 250 000 et 300 000

C'est, selon les diverses sources, le nombre de tests Covid hebdomadaires effectués au cours des deux dernières semaines. Bien loin des 700 000 tests promis par le gouvernement lors de l'annonce du déconfinement. Comme le relève Mediapart, « le chiffre a disparu de la communication gouvernementale ». Mais pas de nos mémoires.



Agenda

Jeu 28 mai, Rassemblements à l'appel des hospitalierEs. Hôpital Tenon (Paris 20^e), à 13h ; Hôpital La Pitié-Salpêtrière (Paris 13^e), à 13h ; Hôpital Robert-Debré (Paris 19^e), à 13h30 ; Hôpital Casanova (Saint-Denis), à 13h15.

Samedi 30 mai, manifestation pour la régularisation des sans-papiers, la fermeture des CRA et un logement pour toutEs. À Paris, à 14h 30, avec masques et distances physiques. Lieux d'accès à la manifestation : Métro Madeleine (collectifs locaux de soutien aux migrantEs, collectifs contre les centres de rétention, associations de solidarité avec les migrantEs, associations antiracistes, associations de l'immigration, comités de familles de victimes des violences policières)

Métro Opéra (collectifs de sans-papiers et migrantEs, collectifs des foyers de travailleurs immigrés, collectif pour l'avenir des foyers)

Métro Richelieu-Drouot (associations pour le droit au logement, collectifs interpro, Gilets jaunes, syndicats)

Métros Grands-Boulevards et Bonne-Nouvelle (associations féministes, associations environnement, associations altermondialistes et solidarité internationale, associations de défense des libertés, partis politiques)

NO COMMENT

Dans 10 ans, on éprouvera de la nostalgie, voire de la mélancolie, pour cette période [de confinement] où tout le monde s'est retrouvé en repos forcé.

CONSTANCE DEBRÉ (écrivaine), site internet du Journal du dimanche, 21 mai 2020.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication, SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



Le monde en bref

Hong Kong Grande manifestation face au dépôt d'une loi sur la sécurité nationale.

Des milliers de manifestantEs se sont rassemblés à Causeway Bay le dimanche 24 mai. Une fois de plus, ce sont des anonymes qui ont appelé en ligne à manifester. Il n'y avait pas de véritable organisateur. De plus, il s'agissait d'une manifestation illégale. Mais des milliers de personnes sont néanmoins descendues dans les rues.

Ce genre de scène s'est produit à plusieurs reprises l'année dernière, lors du mouvement contre le projet de loi d'extradition. Mais je n'avais plus vu un tel événement depuis cinq mois.

Avec le début de la pandémie, le gouvernement de Carrie Lam avait imposé une restriction des libertés et interdit les rassemblements publics de plus de huit personnes. La nouvelle que Pékin allait imposer une telle loi sur la sécurité intérieure à Hong Kong a provoqué la colère de nombreuses personnes, en particulier des jeunes. Dimanche, elles sont venues manifester.

La police a d'abord essayé de dissuader les gens de se rassembler en procédant à quelques arrestations. Mais cela a échoué. Peu après 13 heures, des milliers de manifestantEs ont occupé la rue principale. Il s'agissait principalement de jeunes. Notre petit groupe de camarades s'est joint à eux pour protester. Mais la police a rapidement tiré des gaz lacrymogènes pour empêcher la foule de s'accroître encore.

Nous avons tous et toutes couru et nous nous sommes repliés dans des rues latérales. Puis les manifestantEs se sont dispersés dans d'autres quartiers et y ont brièvement occupé les rues. Une sorte de jeu de chat et de souris s'est répété encore et encore dans les zones commerciales très fréquentées de l'île de Hong Kong. Finalement, au moins 120 personnes ont été arrêtées. Je sais que nombre de manifestantEs se sont sentis satisfaits à la fin de la journée malgré les arrestations: «*Nous continuons à défier votre interdiction et votre loi diabolique!*»

Lorsque je suis revenu chez moi, j'ai remarqué qu'une vidéo était très partagée sur Facebook. Il s'agit d'un policier qui s'est précipité à la porte d'un magasin, a attrapé une bouteille d'eau, puis est parti sans avoir payé. Beaucoup de gens se sont moqués du policier en lui disant «*Poyez!*» ou «*Arrêtez-le!*». La police a fini par afficher une déclaration disant qu'elle avait payé le propriétaire du magasin au nom du policier. Je suis ravi que la police ait été embarrassée.

Au Loong-yu

Palestine Tentative d'enlèvement de Salah Hamouri. Mercredi 20 mai, les forces spéciales de l'armée israélienne ont tenté d'enlever Salah Hamouri devant le siège de l'ONG Addameer où il travaille à Ramallah en Cisjordanie occupée. Salah Hamouri, avocat infatigable des droits du peuple palestinien, est victime depuis des années de persécution politique, de harcèlement constant sur lui et sa famille.

En 2018, il recouvrait la liberté après 7 ans d'emprisonnement dans les prisons israéliennes (où crouissent plus de 5 000 PalestinienEs dont 750 enfants) suite à une campagne internationale dénonçant l'acharnement contre le Franco-palestinien. Ce que subit Salah, c'est le symbole d'une puissance coloniale qui, par des arrestations, des condamnations, des détentions sans aucune forme de procès perpétue une oppression la plus brutale.

À l'heure où un gouvernement de combat et de voyous Netanyahu-Gantz se met en place en Israël et où les plans d'une annexion pure et simple de la Cisjordanie au 1^{er} juillet se précisent, alors que le peuple palestinien endure le confinement de la pandémie en ses lieux couverts feuux permanents de l'occupant, alors que les chancelleries occidentales annoncent quelques menaces diplomatiques bien discrètes, nous réaffirons la liberté et la protection pour Salah Hamouri, justice et égalité et notre solidarité entière dans la lutte du peuple palestinien dans son combat contre le régime d'apartheid israélien.



Photomètre Rouge / JMB

ÉTATS-UNIS Trump pour toujours? Il pourrait essayer

Au milieu de la pire pandémie de l'histoire des États-Unis et de ce qui pourrait être une deuxième grande dépression pire que la première, la principale préoccupation du président Donald J. Trump est sa réélection à la présidence en novembre.

Trump utilise la crise du coronavirus et l'effondrement économique pour relancer sa campagne et réveiller sa base avec une propagande pour la réouverture de l'économie qui met en danger la santé et le bien-être économique de millions de personnes. Nous nous dirigeons probablement vers une deuxième vague d'infections et vers ce qui sera, comme l'a dit un expert en santé, «*l'hiver le plus sombre de l'histoire moderne*».

Racisme et xénophobie

Avec 40 millions de chômeurEs et près de 100 000 morts, Trump fait l'éloge de lui-même et de son administration et blâme, pour le virus, la Chine, l'Organisation mondiale de la santé, Barack Obama et les Démocrates. Le racisme et la xénophobie restent au cœur de la vision nationaliste blanche de Trump. Il laisse entendre que la Chine peut avoir propagé le virus intentionnellement et ses collaborateurs parlent de voyageurs chinois envoyés pour «*semer le virus*» en Europe et en Amérique. Il ferme les frontières américaines à tous les immigratEs pour une durée indéfinie, prétendument pour bloquer le virus. Alors que c'est bien sûr l'incapacité de Trump à prendre des mesures rapides au début de l'épidémie qui a entraîné des dizaines de milliers de morts évitables et l'effondrement économique. Au milieu de la pandémie, Trump s'est concentré sur le renforcement de ses capacités de contrôle et sur



WIKIMEDIA COMMONS

l'élimination de ses détracteurs. Au cours des derniers mois, il a licencié quatre des inspecteurs généraux qui ont comme fonction de superviser et prévenir la corruption dans les dépenses des différents ministères, qui s'élèvent à des milliers de milliards : affaires étrangères (département d'État), santé et services sociaux, renseignement et transports.

Une campagne vicieuse

Le slogan actuel de Trump est la «*Transition vers la grandeur*», «*grâce*» à la réouverture rapide de l'économie américaine sans égard pour la santé des travailleurEs. Trump a mis fin à la fermeture du gouvernement fédéral, a établi des directives sanitaires pour la réouverture et a confié la responsabilité de leur application

aux gouverneurs des États. Ces derniers ont permis aux affaires de reprendre, même si leurs États ne respectaient pas les directives sanitaires de la Maison Blanche. Trump, qui n'a pas le pouvoir de le faire et en ignorant les experts de la santé, a également ordonné l'ouverture de tous les lieux de culte pour plaire à sa base chrétienne évangélique. Aujourd'hui, tous les États ont rouvert certaines activités et, avec cette pression pour revenir à la normale, de nombreuses personnes ont abandonné la distanciation physique et les masques.

Les fils de Trump se sont joints à leur père pour lancer ce qui sera une campagne électorale vicieuse. Donald Trump Jr. a lancé une salve sur Instagram et Twitter accusant Joe Biden d'être un pédophile, une

accusation sans fondement. Eric Trump a suggéré à *Fox News* que le Parti démocrate voulait garder le pays enfermé pour empêcher son père de tenir ses rassemblements de campagne massifs. Ignorant complètement le problème sanitaire, Eric Trump a déclaré: «*Ils pensent qu'ils retirent à Donald Trump son meilleur outil... Et devinez quoi, après le 3 novembre, le coronavirus disparaîtra comme par magie, tout d'un coup, et tout le monde sera pour rouvrir.*»

Limiter le vote pour le Parti démocrate

Trump utilise ses fonctions pour faire campagne, visitant une usine Ford dans le Michigan, tandis que Biden tient des réunions vidéo depuis son domicile. Alors que les Démocrates hésitent à convoquer une convention nationale de désignation de leur candidat, de peur d'exposer leurs déléguéEs au coronavirus et d'accélérer sa propagation, les Républicains prévoient d'organiser une convention à grande échelle, malgré les risques tant pour les déléguéEs que pour la santé publique. Des publicités virales payées par de «*l'argent noir*» de donateurs inconnus commencent à apparaître partout.

Les conditions sanitaires rendront sans doute difficile la tenue des élections de novembre, mais Trump s'est opposé aux scrutins par correspondance au motif qu'ils favoriseraient la fraude électorale, et a menacé de couper les fonds fédéraux aux États qui les utilisent. Les bulletins de vote postaux n'ont jamais été associés à la fraude, mais Trump veut limiter le vote pour le Parti démocrate. Son gendre Jared Kushner a suggéré que l'élection soit reportée. Tout cela peut être une préparation pour permettre à Trump de prétendre, s'il perd en novembre, que l'élection était invalide afin éventuellement d'essayer de rester illégalement à la présidence, c'est-à-dire de se comporter comme un dictateur.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

GRÈCE L'urgence d'une solidarité internationale avec les réfugiéEs

*Les fanfaronnades préélectorales de Mitsotakis l'an passé, comme quoi avec lui il n'y aurait plus de «*problème immigré*», avaient certes pour but de piquer aux nazis leur électorat et reflétaient aussi l'alignement de la droite sur le courant d'extrême droite, très présent désormais au pouvoir. Mais dans la réalité, c'est depuis un an une fuite en avant qui fait du gouvernement grec un émule des Orbán et Salvini, et il est urgent que le sort terrible infligé aux réfugiéEs en Grèce soit l'objet d'une large dénonciation internationale.*

réfugiéEs, sur les libertés et de pas mal d'eurodéputés. Mais comme la réalité de la politique européenne, c'est l'Europe fortresse, le gouvernement grec poursuit sans état d'âme sa politique raciste, comme avec les renvois de réfugiéEs sur la rive turque du fleuve Evros ou sur les côtes orientales de l'Égée : une enquête de la Deutsche Welle établit à plusieurs dizaines ces renvois interdits par le droit international.

Et tout aussi grave est le climat raciste entretenu par le pouvoir, avec des ministres parlant d'«*invasion*» : dans des lieux où devaient être accueillis des réfugiéEs, l'extrême droite se sent alors libre d'appeler à des rassemblements racistes pour «*protéger l'intégrité*» du lieu, comme on vient de le voir encore à Pella, lieu archéologique connu, où un hôtelier a subi tant de pressions qu'il a renoncé à ouvrir son établissement aux réfugiéEs. Ce racisme quotidien produit aussi ses «*bavures*» : un Crétois pris pour un Pakistanais vient de se faire tabasser par les policiers locaux...



WIKIMEDIA COMMONS

Pour une riposte anticraciste, en Grèce et en Europe

Face à ce climat nauséabond, des ripostes locales existent heureusement, comme à Pella justement. Mais tout le monde en convient : il est grand temps de passer à la vitesse supérieure, pour un accueil des réfugiéEs dans des lieux sûrs et dignes, pour la fermeture des camps dégradants, sur les îles et sur le continent (Malakassa, Serres...). Et bien sûr, ouverture des frontières

européennes, et pas seulement pour accueillir les mineurEs sans famille. Mais cela suppose une campagne anticraciste menée en commun à l'échelle européenne!
À Athènes, A. Sartzakis
1 – Échec des racistes : croyant avoir «*enfin*» trouvé un foyer d'infection dans un centre de réfugiéEs en Argolide, ils préparaient leur ignoble campagne. Mais le virus semble avoir été «*importé*» par l'entourage de la famille royale hollandaise, qui a une résidence dans le coin! Du coup, silence radio...

CHILI Entre la peste et Pinera

Un rapport de l'OMS, daté du 22 mai, révèle que la pandémie a un nouvel épicode en Amérique latine. Après le Brésil et le Pérou, le Chili présenterait, au recensement officiel du 23 mai, près de 630 décès pour plus de 55 000 infectés, chiffres largement en-dessous des réalités selon toutes les institutions sanitaires du sous-continent.



DR

cette crise sanitaire accroît la crise économique déjà à l'œuvre et amplifiée avec brutalité les inégalités croissantes qui ont été au cœur, avec les aspirations démocratiques, de la révolte populaire du dernier trimestre 2019. Fortement intégré au marché mondial mais dépendant de ses exportations de matières premières et agricoles, le Chili a été percuté sans modération par la contraction économique mondiale, avec des conséquences sociales dramatiques. La Cepal (Commission économique Américaine latine de l'ONU), dans une note de mai, estime que le Chili, avec ses 18 millions d'habitantEs, va voir la population pauvre passer, de 2019 à 2020, de 9,8 millions à une fourchette variant entre 11,9 et 13,7 millions, comme l'atteste déjà l'effondrement du secteur informel et les licenciements de masse qui plongent des régions entières dans le dénuement absolu. La presse a dû elle-même le constater, soulignant la superposition de la géographie de la pandémie et celle de la pauvreté : dans les quartiers populaires du Grand Santiago, la progression de la maladie était estimée à 40% la semaine dernière selon *El Mostrador*, le quotidien en ligne.

Des réactions populaires

L'impopulaire président Pinera n'a rien appris et rien oublié de l'année précédente. Avec beaucoup de retard il a pris des mesures

en vendant au gouvernement les colis alimentaires à un tarif 1,5 fois supérieur au prix du marché. Mais il n'a rien oublié non plus, puisque Pinera sait que la force armée n'est pas un argument secondaire dans la crise. Et si le déploiement des forces armées (10 000 soldats dans le Grand Santiago) s'est fait sans protestations, ce calme n'a pas duré. La révolte de l'île de Chiloe en mars était pourtant un avertissement pour le pouvoir : la population, avec ses collectifs populaires et syndicaux, avait affronté les grands patrons des pêcheries et le gouvernement pour imposer des mesures sanitaires et exiger le maintien des salaires. Cette fois, avec la première semaine de froid de l'hiver austral, c'est la faim qui a fait sortir les quartiers pauvres de El Bosque et la Pintana, des bidonvilles avec des taux de

ITALIE Phase 2, premières mobilisations

Alors que les restaurants, bars et pizzerias rouvrent, alors que la Confindustria' et les dirigeants de la FCA (ex Fiat) réclament, encore plus cyniquement que d'habitude et malgré la dureté des temps, le droit d'avoir des profits qui se comptent en milliards et des cadeaux fiscaux, un vent nouveau – même s'il est léger – semble souffler du côté des travailleurEs.

De cette crise sanitaire et économique globale, on a souvent dit qu'elle avait mis en évidence tous les problèmes structurels que le capitalisme avancé rencontrait déjà ces dernières années : reconstruction drastique des secteurs publics, avec de fortes baisses de ressources (lits, emplois, qualité des soins...), précarisation accrue des conditions de travail et aussi celle des droits, durcissement des lois sur la sécurité et l'immigration. C'est justement sur ces thèmes – et en ces premiers jours de «*réouverture*» du pays – que la volonté de lutte de quelques-uns des secteurs les plus touchés, même symboliquement, par la crise provoquée par le coronavirus, semble s'être réveillée.

Le premier de ces secteurs, le plus clandestin et le plus désespéré, c'est celui de la main-d'œuvre agricole du Sud, où des milliers d'hommes et de femmes extra-communautaires travaillent dans des conditions inhumaines, sous-payés et risquant en permanence d'être expulsés d'Italie,



DR

«*temporaire*» voulue par le gouvernement, pour la reconnaissance de l'entièreté de leurs droits et de leur dignité. Simultanément, dans une vingtaine d'autres villes (parmi lesquelles Turin, Brescia, Crémone, Piacenza, Rimini, Livourne, Rome, Caserte, Reggio Calabria), se sont tenus des rassemblements lors desquels on a déposé des cages de légumes devant les préfetures, comme symboles du travail invisible.

Santé et éducation mobilisées

Quelques jours après, les travailleurEs de la santé sont descendus dans la rue et ont décidé une journée de lutte nationale pour le 27 mai : malgré les bavardages médiatiques sur les «*héros*» du coronavirus, tous les problèmes de la santé publique italienne sont non seulement toujours là mais le gouvernement – après les belles paroles et les promesses d'il y a quelques semaines – n'a aucunement l'intention de modifier les politiques de réduction des dépenses ni de procéder aux embauches massives qui sont nécessaires. Et le samedi 23 mai, dans presque vingt villes, les enseignantEs, les

pauvreté deux fois supérieures à la moyenne nationale, 20% des maisons sans eau et électricité, et une tradition de lutte ancienne pendant la dictature. La propagande du régime par le journal *El Mercurio*, ou les appels à l'unité nationale en évoquant le héros Arturo Prat de la sinistre guerre du Pacifique n'y ont rien fait. Les habitantEs ont réagi à la violence des carabinieri et de l'armée ; sans pillages, sans dégradations mais avec détermination et par centaines, ils se sont organisés contre les sbires du pouvoir.

Des tâches militantes

De l'avis de la majorité des collectifs révolutionnaires, des trotskistes aux libertaires, il s'agit d'une répétition générale avant d'autres explosions. Sans résumer les discussions des milieux révolutionnaires et militants – préoccupations qui vont des luttes des Mapuches, aux droits des femmes (avec 2 millions de manifestantEs le 9 mars avant la quarantaine) aux luttes pour l'eau – il y en a deux qui se dégagent avec urgence. Comment lutter contre la faim ? Organiser les soupes populaires pour contre les évangélistes et la droite, avec tous les problèmes que cela pose et face à l'inaction du PS et du PC ? Comment unifier tous ces collectifs de lutte ? Ces débats, dont nous sommes solidaires, ne se tranchent pas en dehors des forces en présence et des débats vivants qui animent tous ces nouveaux militantEs issus de l'Octobre chilien de 2019. Des collectifs de Valparaiso et Santiago, animés par des trotskistes de diverses sensibilités, ébauchent le projet encore fragile d'un Congrès des travailleurEs, ouverts à tous les collectifs populaires de lutte, en opposition aux solutions institutionnelles. C'est peut-être un pas en avant pour une sortie anticapitaliste de la crise.

T. K.

CORONAVIRUS

Cuba lutte

La question n'est pas ici d'encenser ou au contraire de démolir le régime cubain.

À l'aune de l'actualité, on s'attachera plutôt à présenter les faits sur trois plans : le rôle joué par Cuba à l'international, l'extraterritorialité renforcée du blocus ainsi que la particularité du système de santé cubain et les défis rencontrés à l'interne en temps de Covid-19'.

Actuellement, plus de 25 000 médecins en provenance de l'île luttent contre le Covid-19 dans plus de 30 pays. Si l'aide médicale en faveur des pays défavorisés relève d'une tradition depuis le triomphe de la révolution cubaine en 1959, un tournant s'est amorcé avec la pandémie. En effet, des pays «*développés*» tels que l'Italie, mais aussi l'Espagne et la France ont eux aussi sollicité à Cuba l'envoi de médecins pour affronter la crise sanitaire. Ces appels mettent en lumière, si besoin était, deux aspects importants : d'une part, le résultat désastreux de plusieurs décennies de coupes budgétaires dans le secteur public hospitalier européen exigées par l'UE et, d'autre part, l'incapacité de cette dernière à réagir rapidement pour venir en aide à ses pays membres les plus touchés.

Certes, il y a dans cette action internationaliste un aspect symbolique et concret qu'on ne peut nier, mais qui a occupé tout entiers certains médias européens. On imagine bien sûr la claire fierté que doit ressentir – à raison – la plus grande île des Antilles face à cet appel à l'aide de pays «*capitalistes*». Et on sait, car le gouvernement cubain ne s'en cache pas, que ces derniers ont payé ces prestations de services. La politique cubaine a toujours été claire à ce niveau : ceux qui peuvent payer payent, contribuant ainsi à alimenter le système de santé cubain mais aussi les missions internationales en faveur de pays qui, eux, sont dans l'incapacité de payer.

Blocus extraterritorial criminel

Plutôt que de se focaliser sur ces questions comme toute assez mesquines, les médias occidentaux feraient mieux de dénoncer l'extraterritorialité du blocus contre Cuba, largement renforcé par le gouvernement Trump. Huit organisations ont récemment dénoncé que des entreprises suisses qui commerciaient jusqu'alors avec Cuba avaient refusé de vendre à l'île des respirateurs artificiels. Elles déplorent également que des banques suisses aient refusé des transferts de dons de leurs clients à l'échelle locale, simplement à cause de la mention du nom Cuba dans la transaction. Ces dons devaient servir à soutenir le projet d'urgence de récolte de fonds #CubavsCovid19, pour livrer des réactifs de test et équipements de protection. La souveraineté helvétique semble donc une fois de plus bien mise à mal face à la dépendance de notre économie nationale au dollar US et, par conséquent, aux instructions de Washington. La Suisse, officiellement opposée à l'embargo, doit cesser d'être complice dans les faits de cette politique criminelle contre Cuba et son peuple.

Robinet touristique fermé

À l'interne, la pandémie semble sous contrôle. Il faut dire que l'État cubain consacre 28% de son budget à un système de soin universel, gratuit et largement distribué grâce à la présence dans chaque quartier d'un cabinet communautaire. On compte ainsi 82 médecins pour 1000 habitantEs (contre 43 en Suisse, 32 en France, 26 aux USA). Avec des mesures volontaristes contre le Covid-19 et la fermeture des frontières, le pays affiche des chiffres encourageants (1766 cas, 77 morts), même si l'approvisionnement est (re)devenu compliqué, surtout en ville. Dans un pays qui importe 80% de sa consommation et dont l'une des sources principales de revenus est le tourisme, il y a comme un relent de «*période spéciale*» (crise économique dans les années 1990 suite à la chute de l'URSS).

Mais justement, Cuba possède une expérience de résistance hors du commun face au «*collapse*» ou «*fait historique total*» que représente le Covid-19. Le gouvernement a décidé de donner un coup d'accélérateur à la production alimentaire nationale, de manière autonome pour chaque province étant donné que les transports interprovinciaux sont suspendus. Si ces consignes de diminuer les importations et d'aller vers davantage de décentralisation ne sont pas neuves, elles deviennent vitales à l'aune du soudain verrouillage du robinet touristique.

Laura Hunter

1 – Article paru dans le n° 368 du bimensuel suisse *Solidarité*.

CE QUE LA PANDÉMIE A RÉVÉLÉ DU SYSTÈME DE SANTÉ

Les trois mois que nous venons de traverser ont été un révélateur exceptionnel de l'état du système de santé aux yeux de l'ensemble de la société. Ils en ont montré les forces et les faiblesses.

L'hôpital public, déjà en situation critique avant l'épidémie, a réussi à accueillir, dans l'urgence, une grande partie des patientEs. Il a néanmoins été débordé dans certaines régions où, parfois, des choix éthiques déchirants (qui soigner ?) se sont posés. Ses professionnelEs, ses équipes ont réussi à faire face et à éviter que l'épidémie ne devienne plus dévastatrice. Faute de moyens, ils et elles n'y sont toutefois parvenus qu'au prix de risques considérables et d'un travail épuisant avec des conséquences durables pour leur santé.

L'absence de politique de santé publique permettant d'anticiper l'épidémie (révélée par l'absence de masques), les conséquences dramatiques de politiques d'austérité, de privatisation et de marchandisation de la santé menées depuis un quart de siècle sont devenues visibles pour touTEs. La question du droit à la santé et de soins accessibles à touTEs est l'une des grandes préoccupations pour construire le « monde d'après ».

Austérité et hôpital-entreprise L'exemple est emblématique. Le 25 mars, à Mulhouse, Macron prononce un discours célébrant les soignantEs et annonçant un « investissement massif » pour l'hôpital, devant un hôpital de campagne monté à la hâte. Les hôpitaux de Mulhouse subissent alors le pic de la pandémie, les urgences sont sous pression, des patientEs doivent être évacués vers d'autres régions ou pays voisins. Mais la crise vient de loin. Revenons quelques semaines en arrière, dans la même agglomération. Le virus ne circulait pas encore. Pourtant, à Mulhouse, le « groupement hospitalier régional » devait temporairement fermer l'un de ses services des urgences à Saint-Morand d'Altkirch faute de médecins. Sur le site de Mulhouse, il ne restait plus que sept médecins aux urgences, sur un effectif théorique de 34, et les 17

internes affectés au service étaient en arrêt de travail pour épuisement professionnel. Dans la même région, le 3 avril, en pleine crise, alors que les services saturés du CHU de Nancy combattent l'épidémie dans des conditions très difficiles, le directeur de l'Agence régionale de santé ne voit « pas de raison de remettre en cause » le plan de restructuration (COPERMO) qui prévoit 598 suppressions de postes et 174 fermetures de lits prévues d'ici 2025. Il sera muté, pour avoir parlé trop fort au mauvais moment, mais à Nancy comme ailleurs le COPERMO n'est que suspendu. Manque de personnel, fermeture de 100 000 lits en 20 ans, de services d'urgences, de maternité, de chirurgie de proximité, regroupement dans d'énormes usines à soins déshumanisées mais plus « rentables » : les effets des politiques d'austérité, de régression des budgets hospitaliers, n'ont pas attendu l'épidémie pour se manifester. Tout au long de l'année 2019 les services d'urgences ont été en grève et les mobilisations hospitalières se sont succédé pour exiger, sans succès, un recrutement massif de personnel, l'augmentation en conséquence des budgets hospitaliers, la revalorisation des salaires (300 euros pour touTEs) qui puisse rendre attractif le travail difficile à l'hôpital. Les « plans » successifs de Macron/Buzyn n'ont en rien répondu à ces attentes.

Effets calamiteux

Les effets pervers de la gestion de l'hôpital public sur le mode de l'entreprise, dont la « tarification à l'activité » est l'un des principaux outils, ont été mis en relief par la pandémie. L'hôpital étant rémunéré selon le nombre d'actes fournis, un lit vide est un lit « non rentable », et le « taux d'occupation des lits » doit être le plus élevé possible. Pas de place dans ces conditions pour anticiper des événements « imprévus », comme une épidémie.

La politique des gouvernements successifs a consisté à « externaliser » vers des opérateurs privés (cliniques privées commerciales, secteur social et médico-social associatif) une part croissante des missions de l'hôpital public, et en finir avec la place centrale de celui-ci dans le dispositif de soins. Les effets de cette politique, même si l'État a dû en catastrophe « réquisitionner » une partie des établissements privés, n'ont été que trop visibles au cours des dernières semaines. Les scandales d'un système de santé privé ont été tout particulièrement visibles dans les EHPAD, où la course aux profits s'est payée en nombreux décès, très certainement évitables. Malgré des tarifs prohibitifs et des profits insolents, ces groupes, comme Korian, sont accusés par de nombreuses familles ne n'avoir pas mis en œuvre les mesures indispensables à la protection des résidentEs.

Enfin, la volonté de basculer le système de santé vers des soins « ambulatoires » privés, confiés à une médecine de ville à bout de souffle, a montré au grand jour ses limites. Les médecins libéraux, contraints à un exercice solitaire, dans le cadre d'une médecine purement curative, à l'acte, ne peuvent répondre aux missions de prévention, de promotion de la santé, de dépistage, de mise en place avec la population de mesures sanitaires qui devraient être celles d'un service public de santé en période d'épidémie. Ils le peuvent d'autant moins qu'ils sont souvent débordés et en nombre insuffisant dans les déserts médicaux. Les leçons de l'épidémie exigent un renforcement des moyens du service public de santé, qui ne doit pas se limiter à l'hôpital, à l'opposé de la poursuite et de l'accélération de ce qui n'a pas fonctionné depuis 25 ans et que veulent poursuivre Macron/Véran avec le « Ségur » de la santé.

Jean-Claude Delavigne

FACE AUX PROJETS DU GOUVERNEMENT, SE MOBILISER AUTOUR D'UN PLAN D'URGENCE POUR L'HÔPITAL ET LA SANTÉ

LES RÉPONSES DU GOUVERNEMENT : BARATIN ET CONTRE-RÉFORMES

Lors de sa récente visite à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, Macron, vigoureusement interpellé par des hospitalierEs, a fait ce qu'il sait le mieux pratiquer, le bla-bla-bla pour vanter « les piliers » de son plan pour l'hôpital.

Le gouvernement a ainsi annoncé « la revalorisation des carrières et le développement des compétences et des parcours professionnels ; un plan d'investissement et la réforme du financement ; un système plus souple, plus simple, plus en proximité, en revalorisant le collectif, le sens de l'équipe et l'initiative des professionnels et une organisation du système de santé fondée sur le territoire et intégrant hôpital, médecine de ville et médico-social ».

La « concertation » a débuté le 25 mai au ministère « des Solidarités et de la Santé », avenue de Ségur à Paris. Le ministre Olivier Véran est accompagné par Nicole Notat qui a de l'expérience : secrétaire générale de la CFDT en 1995, elle avait soutenu la contre-réforme Juppé et s'était opposée aux mobilisations malgré leur ampleur ! Véran dit vouloir frapper « vite et fort » afin d'aboutir à des conclusions à la mi-juillet. Le gouvernement préfère que ce soit pendant la période des vacances car les mesures annoncées à l'issue du « Ségur de la santé » ne seront sans doute pas très populaires auprès des personnels de santé. Il veut que les discussions soient consacrées à « six axes de réflexion » : « développement des exercices mixtes ; modernisation de la gestion de carrière et des compétences ; développement des pratiques avancées

et des coopérations entre professionnels ; assouplissement de la gestion du temps de travail pour ceux qui le souhaitent ; promotion de la qualité de vie et de la santé au travail ; promotion du dialogue à l'hôpital. » Il préfère des discussions technocratiques pour ne pas aborder frontalement les revendications du personnel et les besoins réels des hôpitaux et EHPAD.

La poursuite de la même politique... en pire !

Les objectifs du gouvernement avaient été annoncés sans ambages le 20 mai à l'issue du conseil des ministres. Véran a évoqué la loi « Ma santé 2022 » adoptée au Parlement en juillet 2019 : « Nous avons fait le bon diagnostic nous avons pris les bonnes orientations, mais nous n'avons pas été ni assez vite ni assez fort. » Il a annoncé « des mesures d'ampleur et dans une certaine mesure radicales. Cela passera par une hausse des salaires à l'hôpital, par une remise en question de certains carcans qui empêchent ceux qui le souhaitent de travailler davantage, parfois différemment. Cela passera encore par une meilleure valorisation du travail en équipe et donc également des compétences acquises, [...] le système de santé français [n'étant] pas assez performant ».

Ce gouvernement a l'habitude d'habiller ses mesures d'un

langage de « progrès ». La mesure phare de la loi « Ma santé 2022 » était la prétendue « création de 400 à 600 hôpitaux de proximité » alors qu'il s'agissait de leur fermeture et de la transformation de certains d'entre eux en EHPAD ou en maison de santé. C'est cette politique de destruction de l'hôpital public, notamment par le partenariat public-privé, que Véran a pour mission de poursuivre. Il n'est pas étonnant que, dans un communiqué, « la Fédération de l'hospitalisation privée salue la volonté d'une réforme véritablement ambitieuse du système hospitalier [...] et approuve la volonté du président de la République d'instaurer une nouvelle organisation du système de santé basée sur le territoire, tirant les leçons des coopérations mises en œuvre au plus fort de la crise ».

Concernant les salaires, les hospitalierEs ne doivent pas se faire trop d'illusions, Agnès Buzyn avait promis une revalorisation aux aides-soignantEs en juillet 2019, et Édouard Philippe avait annoncé une augmentation de 200 euros aux nouveaux et nouvelles infirmierEs en octobre. Ils et elles attendent encore !

Un rapport de forces à construire

Le gouvernement reste volontairement très flou sur les réponses aux revendications des syndicats

et des collectifs, rien de concret n'est annoncé pour faire face à l'insuffisance chronique du financement et à la pénurie de professionnels, alors que des dizaines de milliers d'embauches pérennes, suivies de formations sont indispensables pour ouvrir les milliers de lits dont l'hôpital manque en permanence et plus dramatiquement dans les périodes de crise (épidémie de grippe, pandémie Covid-19...). Le gouvernement n'a renoncé à aucune des attaques contre les acquis sociaux. Alors que le personnel des hôpitaux et

EHPAD souffre de conditions de travail très difficiles, il fait peser des menaces sur la durée de travail. « N'est-ce pas incohérent de maintenir les 35 heures alors que certains, pour gagner plus, travaillent en dehors en toute légalité ? » a déclaré Véran alors qu'il accompagnait Macron à la Pitié-Salpêtrière, affirmant par ailleurs qu'il s'agissait « d'assouplir » la loi sur la réduction du temps de travail. Il envisage une « augmentation des rémunérations », sans plus de précisions. À quel niveau ? Pour quand ? Pour l'ensemble du

personnel ou certaines catégories ? Collectives ou au mérite ? Comme le dit le proverbe : « Quand c'est flou c'est qu'il y a un loup » ! Les 300 euros revendiqués par les personnels des hôpitaux et EHPAD, l'embauche à la hauteur des besoins, les moyens humains et matériels nécessaires pour bien soigner les patientEs, la sauvegarde de l'hôpital public doivent être arrachés par la mobilisation massive de tous ceux et celles qui veulent que la santé ne soit pas une marchandise mais un droit pour tous et toutes. S. Bernard

LA « CONCERTATION » PORTERA AUSSI SUR « UNE 5^E BRANCHE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE »

Le 20 mai, le gouvernement a envoyé aux « partenaires sociaux » un projet de lois relatif à la dette sociale. Il a découvert et précisé dans le texte que « la crise sanitaire a mis particulièrement en lumière les limites de notre système de prise en charge des personnes âgées ». Une cinquième branche s'ajouterait aux branches retraite, maladie, accident de travail et famille. Elle sera financée en partie par la Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS), les 0,5 % prélevés depuis 1996 sur les salaires et les revenus de remplacement (chômage, retraite...) sans part patronale. La Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) utilise notre argent pour garantir des emprunts sur les marchés internationaux de capitaux. Selon le journal les Échos, le gouvernement veut transférer le déficit actuel de la Sécu à la Cades, soit 31 milliards accumulés fin 2019, auxquels s'ajouteraient « au moins 92 milliards pour 2020, 2021, 2022 », ainsi que les 10 milliards de dette des hôpitaux, tandis que, selon la Cour des comptes, la part patronale des niches sociales (exonérations, réductions des cotisations sociales et abattements d'assiettes) atteint 52 milliards en 2019. Le contenu de la loi sur la perte d'autonomie n'est pas dévoilé au moment où cet article est rédigé. C'est un projet qui a été constamment reporté. Pour Sarkozy, la 5^e branche de la Sécu était « un risque assumable », en partie couvert par des produits financiers, et ce n'était donc qu'un slogan. La promesse de Hollande s'est transformée en « loi sur l'adaptation de la société au vieillissement », quelques mesurées et la création d'une contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie, un prélèvement de 0,3 % sur les pensions de retraite et d'invalidité. Agnès Buzyn envisageait d'instaurer une 2^e Journée travaillée non payée, prenant exemple sur le lundi de Pentecôte. Et l'on se rappelle que pour Macron les aides sociales coûtent « un pognon de dingue »...

UN VENT DE MOBILISATION DANS LES HÔPITAUX

Une aperçu (non exhaustif) des mobilisations en cours.

Saint-Denis

Mercredi 20 mai 2020, des infirmierEs, des aides-soignantEs, des agentEs de service hospitalier, des éducateurEs, des technicienEs... de tous les services de gériatrie et de médecine physique et de réadaptation de l'hôpital Casanova, un des deux sites du Centre hospitalier de Saint-Denis, ont ouvert les grilles, closes depuis le début de l'épidémie, pour faire du bruit et brandir leurs revendications dans la rue. Des habitantEs et des coups de klaxon de soutien ont accompagné leurs slogans. Ce qui a été discuté en assemblée générale, c'est de participer à des mobilisations coordonnées comme les « jeudis de la colère » initiés à Robert-Debré. Il semblerait que l'idée ait un écho chez de nombreux collègues de différents hôpitaux. Sur l'autre site du CH de Saint-Denis, Delafontaine, l'AG a eu lieu lundi 25 mai et, déjà, les collègues de Casanova sont prêts à ressortir jeudi prochain, heureux de s'être retrouvés touTEs ensemble et d'avoir fait entendre leur voix !

Robert-Debré (Paris)

Malgré la crise sanitaire, le Collectif inter-hôpitaux de Robert-Debré a maintenu le lien avec l'ensemble du personnel de l'établissement. Aux premiers signes de l'accalmie, le CIH a pris l'initiative d'une AG, le 28 avril, qui a décidé de désobéir

pour sortir dans la rue le 1^{er} Mai. Nous étions une vingtaine à aller à la rencontre des confinés qui, de leur fenêtre, de leur balcon ont participé à cette première casserolade. Encouragés par cette audace, les militantEs du collectif, syndiquéEs et non syndiquéEs, représentatifs de touTEs les hospitalierEs, ont décidé de lancer #JeudisColère. En lien avec les réseaux militants des communes limitrophes, la mobilisation s'amplifie tant au sein de l'hôpital qu'aux alentours. Les collectifs nés lors de la lutte contre la réforme des retraites sont aussi de la partie. Du 7 au 14 le flot grossit et, enfin le 21 mai, 800 manifestantEs applaudissent les prises de parole du Printemps de la psychiatrie, des porte-parole venuEs de Tenon, de la Pitié, de Delafontaine...

René-Muret (Sevran)

L'hôpital gériatrique René-Muret à Sevran est en alerte depuis presque deux ans. LARS et l'AP-HP avaient décidé de supprimer la totalité des lits de soins de longue durée, soit 179 lits. Après une lutte acharnée soutenue par des éluEs, la suppression a été réduite à 50 % des lits. Les hospitalierEs de René-Muret se rassemblent, une fois par semaine, pour une casserolade et revendiquer l'augmentation des salaires, l'arrêt des fermetures de lits, l'augmentation des effectifs ainsi que l'augmentation du budget de fonctionnement de l'hôpital public.

À ce jour, la vigilance de l'inter-syndicale Sud et CGT et du comité

de lutte de l'hôpital est toujours de mise. En effet, des services, durant la période de coronavirus, ont été fermés pour redéployer les effectifs sur les services Covid+. Nous demandons, à ce jour, la réouverture de tous les services de gériatrie, d'autant que l'ouverture au printemps 2021 d'un centre de gériatrie privé Korian à proximité de l'hôpital fait peser une menace sur l'offre de soins publics de gériatrie.

La Pitié-Salpêtrière (Paris)

La semaine dernière, on a eu droit à la visite de Macron, venu faire son show et son pseudo mea culpa. Aux collèges qui l'ont interpellé, il a promis des augmentations de salaire et des embauches. Il a juré avoir pris la mesure de la situation. Des collègues ont quand même réussi à le coincer sur la question des masques et des salaires. Il est vrai que les réorganisations incessantes pendant la période Covid, les conditions de travail ont continué d'échauffer des collègues déjà bien énervés après un an de mobilisation sur l'hôpital. Si certainsEs collègues gardent espoir que le gouvernement ait entendu la demande des hospitaliers, la plupart ont bien conscience que les annonces risquent de rester lettre mortes sans mobilisation.

Hôpital Tenon (Paris)

Mercredi 20 mai avait lieu un rassemblement devant l'hôpital Tenon à Paris dans le 20^e. Environ 300 personnes étaient présentes :

des personnels hospitaliers et des mouvements de soutien du 20^e arrondissement composés de l'interpro du 20^e qui était actif pendant le mouvement des retraites (profs, RATP, SNCF, poste et autres), le collectif IVG du 20^e, des Gilets jaunes et des soutiens d'organisations politiques du NPA et La France insoumise. Ce rassemblement très joyeux, au son de « On est là », a permis d'exprimer les revendications des personnels hospitaliers à savoir l'embauche des personnels, augmentation du nombre de lits à hauteur des besoins et augmentation des salaires de touTEs les hospitaliers.

Pendant la crise, l'hôpital Tenon a pu bénéficier du large élan de solidarité des habitantEs du 20^e : repas et gâteaux faits par des particuliers, confection de masques en tissu, visières par imprimante 3D, mise à disposition d'appartements pour les soignantEs, croissants distribués par les boulangeries avoisinantes... Une vraie solidarité s'est créée, qu'il faut garder pour les différentes luttes à mener ensemble.

Finistère

Fortes d'une première conférence de presse organisée par Sud Santé Sociaux du Finistère, qui appelle les autres organisations syndicales, collectifs de défense des hôpitaux et maternités et usagerEs à participer à la mobilisation du 16 juin au niveau du département, les sections sont retournées dans leurs hôpitaux car pour elles et

eux il en va de la responsabilité de tous pour que des beaux discours du président aboutissent à un changement.

Au CH de Morlaix et au CHU de Brest, les syndicats CGT ont accepté de répondre à cette invitation mais à condition d'organiser des rassemblements locaux. Au CH de Quimper, des banderoles fleurissent sur les grilles d'entrée pour exiger une revalorisation des salaires pour toutes et tous, l'augmentation des effectifs et contre la fermeture des services.

Clermont-Ferrand

Pour faire suite à la pétition lancée par l'intersyndicale CGT, FO, SUD du CHU qui réclame des moyens pour soigner, un rassemblement a été organisé le 19 mai devant la direction du CHU de Clermont-Ferrand. 200 à 300 personnes étaient présentes, des salariéEs du CHU mais aussi des soutiens aux personnels soignants pour une bonne moitié, composé de militantEs de plusieurs associations (Bas les masques, ATTAC, Gilets jaunes), des syndicalistes CGT, FO, Solidaires et UNEF et des organisations politiques (NPA, FI). Deux autres rassemblements ont eu lieu, à l'appel du collectif « Bas les masques » et à l'initiative de Gilets jaunes pour soutenir les soignantEs et défendre l'hôpital public, le lundi 11 mai et le samedi 16 mai, avec environ une soixantaine de présentEs à chacun de ces rassemblements.

CorrespondantEs

IMPOSONS DÈS MAINTENANT DES MESURES D'URGENCE POUR LA SANTÉ

Les propositions du NPA

- **Un plan massif de formation et de recrutement** pérenne de 120 000 emplois pour les hôpitaux, et d'un poste par résident dans les EHPAD, financé de manière durable par l'arrêt des exonérations de la part patronale des cotisations sociales, réductions et abattements d'assiettes ;
- **Un plan massif de financement du système de santé** et sa réorganisation sous le contrôle des professionnels et des patientEs. Cela doit être une priorité immédiate ;
- **La réorganisation du système de santé** pour faire face aux situations imprévues, assurer la prévention, les soins, le suivi, sans être soumis à des impératifs de rentabilité immédiate, ce qui suppose l'abandon des réformes hospitalières mises en place depuis 2003 et du système de financement calqué sur celui de l'entreprise, ainsi que l'abrogation des plans de retour à l'équilibre ;
- **L'augmentation générale et pérenne des salaires** de tous les personnels des hôpitaux et EHPAD de 300 euros ;
- **L'annulation de la dette des hôpitaux** ;
- **La nationalisation des cliniques et hôpitaux privés** et le maintien de l'emploi de leur personnel ;
- **La sortie du confinement ne doit pas dépendre de critères économiques** mais scientifiques,

et les modalités doivent être décidées avec la population ;

- **Les protections (masques, tenues...), les tests, médicaments et traitements doivent être gratuits** et mis à la disposition de tous et toutes ;
- **La gratuité totale des soins** sans avance des frais doit être prise en charge uniquement par la Sécurité sociale ;
- **La réquisition des logements**, hôtels, permettant à la fois un hébergement digne et sûr des populations en danger (migrantEs, SDF, précaires...), l'accès à la nourriture, à l'eau potable, à la santé de toutes celles et ceux qui en ont besoin ;
- **L'expropriation de l'industrie pharmaceutique** ;
- **Des moyens à la hauteur des besoins** estimés par les chercheurs pour la recherche médicale qui doit porter sur les mesures de prévention des épidémies. L'écologie de la santé, qui étudie le rôle des facteurs environnementaux et la transmission de certaines pathologies doit être développée ;
- **Le développement de la prévention et la prise en compte des déterminants de santé** (conditions de vie, de travail...). Par exemple interdire les open space dans les entreprises, car ils favorisent la transmission des maladies infectieuses ;

- **Un service public de santé dont le pivot serait des centres de soins pluridisciplinaires** en lien avec les hôpitaux de proximité qui devrait aussi prendre en charge le 3^e âge et la perte d'autonomie à domicile et en établissement ;

La lutte pour la défense du droit à la santé et des revendications ne concerne pas que le personnel hospitalier, elle doit être portée par l'ensemble de celles et ceux qui se sont mobilisés chaque soir pour les soutenir, ainsi que par les syndicats, associations, forces politiques, groupes de Gilets jaunes...

Pour se documenter sur la santé, le social, la protection sociale, consultez le site : <http://sante-secu-social.npa2009.org/>

PLUS DE FRIC POUR L'HÔPITAL PUBLIC !



AIDE AUX MIGRANT·E·S

Cédric Herrou relaxé, le combat continue!

Cédric Herrou, figure de l'aide aux migrant·Es dans la vallée de la Roya, a été relaxé mercredi 13 mai par la cour d'appel de Lyon.

Il a été « renvoyé de toute poursuite » à son encounter, suivant le principe de fraternité consacré par le Conseil constitutionnel : « Une aide désintéressée aux migrants, qu'elle soit individuelle ou militante et organisée, ne doit pas être poursuivie ».

« Une lumière crue sur un acharnement absurde »

La cour l'a également dispensé de peine pour les faits d'installation en réunion sur le terrain d'autrui, en l'espèce une colonie désaffectée de la SNCF, qui ne faisaient pas l'objet du pourvoi.

Dans le communiqué dont nous publions des extraits ci-dessous, le collectif SOMICO 06 se félicite de cette décision mais reste vigilant quant au traitement judiciaire des militant·Es qui doivent comparaître prochainement. « Que de temps perdu, de forces gaspillées, d'humiliations vaines... »

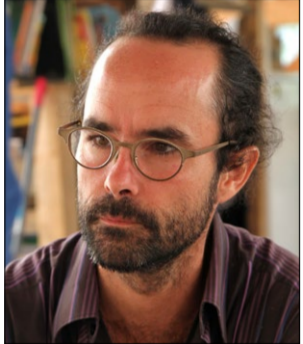


PHOTO:RIQUE ROUGE / JMB

Cédric Herrou est le premier à voir enfin reconnue par une cour d'appel la qualité authentiquement et exclusivement fraternelle de son soutien envers ces étranger·Es désespéré·Es.

Il lui aura fallu des années de procédures (première garde à vue en août 2016, sans suite car l'immunité humanitaire avait été reconnue, puis le premier procès du 10 février 2017 à Nice...), au total onze gardes à vue, les menottes au poignet en gare de Cannes, des perquisitions, des confiscations de ses outils de travail perdant des mois, des condamnations... aujourd'hui heureusement effacées. Mais d'autres encore sont en attente d'un jugement qui reconnaisse enfin leur qualité humaine et généreuse : une militante d'Amnesty International, de simples citoyen·Es, etc. Tout·Es vont devoir prochainement affronter leurs juges, et nous appelons en ce jour heureux à toujours plus de solidarité avec eux et avec elles.

L'arrêt de la cour d'appel de Lyon qui annule tous les chefs d'accusation produits contre Cédric Herrou consacre le principe de fraternité, comme l'avait fait auparavant le Conseil constitutionnel. Il jette une lumière crue sur l'acharnement absurde dont certain·Es militant·Es humanitaires font toujours l'objet de la part de l'appareil d'État... et le gâchis des financements déployés pour cette répression, alors que tant de besoins sont en attente.

L'urgence doit être maintenant pour ce dernier de mettre fin aux multiples atteintes au droit envers les personnes migrantes qui ont lieu sous son autorité, en particulier à la frontière.»

Correspondant

ENTREPRISES

Tout licenciement est de la responsabilité du patronat

Une vague énorme de suppressions d'emplois et de licenciements est devant nous. Cette vague a commencé à frapper les USA où, en quelques semaines le taux de chômage est grimpé à 20%. Certes le chômage a commencé à augmenter en France, mais il est encore camouflé par le chômage partiel dont le gouvernement annonce la limitation.

Le patronat va se sentir autorisé à licencier, d'autant que les milliards d'aides publiques qui sont déversées ne sont pas assortis de conditions pour le maintien de l'emploi. Parfois, les difficultés économiques auront bon dos : certains groupes vont se lancer dans une espèce de mecano pour se restructurer et élarger des établissements.

Des suppressions d'emplois sous des formes diverses

Les licenciements dits économiques (notamment au regard des PSE – les plans dits sociaux – et autres catégories juridiques) ne constituent qu'une minorité des suppressions d'emplois. Celles-ci vont aussi prendre la forme de fins de CDD et de compressions des effectifs d'intérim. Il y aura aussi des ruptures conventionnelles.

Les formes des suppressions d'emplois peuvent rendre plus ou moins faciles les mobilisations. De plus, malgré les remises en cause des lois travail, il subsiste un écart important entre grandes entreprises et petites. Une bonne partie des suppressions d'emplois auront lieu dans des entreprises où il n'y a pas de syndicats, qui ne sont pas obligées de faire des plans sociaux et, qui, dans le contexte de crise, pourront connaître des difficultés réelles. Nombre de ces entreprises (dans l'industrie, le bâtiment, les services informatiques, le nettoyage...) sont dépendantes des grands donneurs d'ordres. C'est dans ces conditions difficiles que, dans les entreprises, vont s'engager des luttes pour le maintien des emplois. Le mot d'ordre d'interdiction des licenciements correspond à cette situation où patronat et gouvernement vont

faire des salarié·Es les variables d'ajustement de la crise.

La nécessité d'une réponse d'ensemble

Les dégâts sociaux engendrés par les licenciements et suppressions d'emplois appellent de la part du mouvement ouvrier, politique, syndical, associatif, la formulation d'une réponse d'ensemble qui soit à même de prendre en compte la totalité des cas, y compris les licenciements individuels dans les petites entreprises. Deux idées sont essentielles. Première idée : il n'y a aucune raison que les salarié·Es pâtissent de choix de gestion dont ils et elles ne sont nullement responsables. Après tout, ce sont les employeurs qui dirigent les entreprises, et c'est le système

de profit et de concurrence qui conduit aux restructurations et aux destructions d'emplois.

Seconde idée : si la question ne peut être traitée au niveau de l'entreprise, il faut néanmoins que ce ne soit pas les salarié·Es qui subissent les conséquences.

Tout engagement de procédure de licenciement, toute suppression d'emplois doit s'accompagner de l'ouverture des « livres de comptes », de la comptabilité, aux représentant·Es des salarié·Es ou aux organes d'auto-organisation dont ils seront dotés. Livres de comptes du groupe en France et hors des frontières, et pas seulement de l'établissement où doivent avoir lieu les licenciements. À partir de là, deux cas de figure : soit le groupe ou l'entreprise peut payer le maintien de l'emploi, soit il est vraiment en difficulté. Ce qui peut se produire dans une crise comme celle d'aujourd'hui, mais cela ne doit pas exonérer les patrons de leurs responsabilités. Si un patron particulier ne peut vraiment pas payer, c'est le patronat en tant que collectivité ne cessant de se

présenter comme un « partenaire social » qui doit le faire.

Il faut donc mettre en place des fonds de mutualisation à la charge exclusive des entreprises dans la logique de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des Salariés (AGS), qui permettent de financer le maintien des emplois et, si ce n'est pas possible, le maintien de la rémunération intégrale et des droits des salarié·Es, ainsi que les possibilités d'une réelle reconversion, par-delà les aléas de la vie de telle ou telle entreprise. La participation à ces fonds devrait être obligatoire.

Construire le rapport de forces

Licenciements et suppressions d'emplois ne sont pas inévitables. Dans les grands groupes, ils résultent de la concurrence « libre et non faussée » et sont la contrepartie des dividendes des actionnaires et rémunérations exorbitantes des dirigeants, et de la volonté de tous ces gens de les ébrécher le moins possible.

Dans les PME, il peut y avoir des difficultés mais, là aussi, les dirigeants et propriétaires veulent préserver leurs avoirs.

Face aux licenciements qui vont déferler, le rapport de forces doit se construire dans l'entreprise chaque fois que c'est possible. Les syndicats doivent essayer d'associer aux mobilisations tous ceux et toutes celles qui dépendent de l'entreprise, y compris les CDD, intérimaires, salarié·Es de la sous-traitance ou prestataires.

Mais le rapport de forces se construit aussi hors de l'entreprise. Les salarié·E n'ont pas à payer la crise. Il ne faut pas qu'État et patrons puissent se renvoyer la balle. L'État ne doit pas être la « providence » des capitalistes en faillite. L'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois, c'est une remise en cause du pouvoir patronal sur la société. Un patronat qui nous conduit à la catastrophe sociale et écologique.

Henri Wilno et Robert Pelletier

INTERDIRE LES LICENCIEMENTS

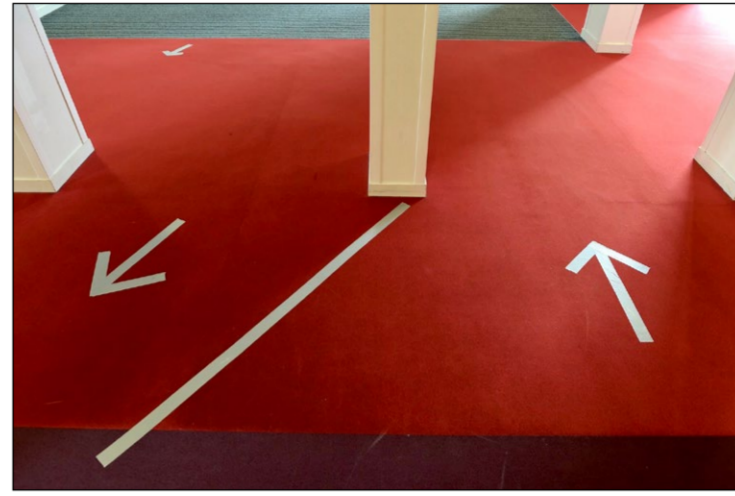
IL ÉTAIT TEMPS... ÇA FAISAIT DU MAL À MON PETIT COEUR ACHETÉ DANS UN PAYS PAUVRE...



CHARMAE

ÉDUCATION Blanquer ou le mirage de la reprise

Alors que nous sommes dans la troisième semaine de la réouverture des écoles et des collèges, le matraquage médiatique bat son plein pour affirmer, à l'unisson du ministre, que tout se passerait très bien, qu'élèves et enseignant·Es seraient même ravis de se retrouver.



DR

« Une question d'honneur » pour le ministre ?

Et surtout, peu importe le manque d'humanité et de pédagogie de cette réouverture précipitée, avec un protocole sanitaire ultra-strict qui masque le manque de moyens et de tests. Peu importe que, pour de nombreux et nombreuses pédagogues, on ne puisse pas appeler « écoles » ces lieux que l'on rouvre. Rien de tout cela ne vient troubler le grand déni du ministre. Il n'a d'yeux que pour les chiffres, de moins ceux qui l'arrangent. Et s'il y avait une seule ombre au tableau, ce serait celle des méchants syndicalistes qui auraient exagérément inquiété

les parents d'élèves. Décidément, Blanquer ose tout, c'est même à ça qu'on le reconnaît...

Aurait-il fait de la réouverture des écoles « une question d'honneur », comme il l'affirmait il y a quelques semaines ? Ou s'agirait-il plutôt de sauver son avenir politique, après le spectaculaire fiasco de sa gestion de la crise du Covid dans l'Éducation nationale ? Quelle que soit la réponse, une chose est sûre : la santé et les conditions de travail des élèves et des personnels

valent mieux que la carrière ou les états d'âme d'un ministre.

Le grand flou du mois de juin

Pour les collèges de la zone rouge, les 4°-3° ou les lycées, qui n'ont pas encore rouvert, on peut craindre que cette propagande médiatique autour d'une reprise réussie préfigure un retour général en présentiel courant juin. La date du 2 juin a été avancée, mais à l'heure où nous écrivons, élèves et personnels sont toujours dans le flou le plus total.

MONTPELLIER Les fachos sont de sortie... sous l'œil bienveillant de la police

Deux poids, deux mesures.

Monsieur le préfet de l'Hérault aurait sans doute aimé pouvoir être pris pour un défenseur de l'égalité», puisqu'il avait pris soin d'interdire la manifestation d'extrême droite organisée dimanche 17 mai par la Ligue du Midi à Montpellier, comme il avait interdit celle de la veille organisée dans la lignée des mobilisations Gilets jaunes et retraites. Mais voilà. Chassez le naturel...

« Un étonnante tolérance de la part des policiers présents »

C'est France Bleu* qui raconte : « La polémique enfla sur l'encadrement policier de deux manifestations interdites le week-end dernier à Montpellier. Samedi 16 mai, une



Militants de la Ligue du Midi (image d'illustration), DR

centaine de gilets jaunes ont bravé l'interdiction pour se rassembler sur la Comédie entourés par un très important dispositif policier. Bilan : 25 verbalisations et sept personnes interpellées. Le lendemain, dimanche,

c'est la Ligue du Midi qui avait prévu de rendre un hommage à Jeanne d'Arc devant sa statue. Rassemblement d'extrême droite au cours duquel le journaliste de l'AFP Ysis Percq (évaluation chroniqueuse éco sur France

Bleu Hérault) a été intimidée et volée. La manifestation a bien eu lieu et elle a bénéficié d'une étonnante tolérance de la part des policiers présents.» Non contents d'avoir agressé et menacé une journaliste, lui avoir volé son portable, les nerfs de ce groupuscule fascisant ont aussi voulu s'en prendre à un journaliste militant du journal Le Poing.

L'attitude bienveillante des « forces de l'ordre » à l'égard de cette extrême droite violente et agressive n'est certes pas une nouveauté. Mise en parallèle avec la répression contre les mouvements sociaux, elle met en évidence la peur qu'éprouve le pouvoir face à nos mobilisations. Finalement, les « défenseurs de la République » que nous gouvernement ne voient pas d'un mauvais œil l'existence de ce genre de groupes à l'idéologie réactionnaire, nationaliste, raciste, sexiste et homophobe.

Correspondant NPA34

1 - <https://www.francebleu.fr/infos/politique/manifestations-a-montpellier-la-police-plus-souple-avec-la-ligue-du-midi-qui-avec-les-gilets-jaunes-1589834606>

LOGEMENT

La crise des loyers est devant nous

Le temps passe et il ne se passe rien sur le front des loyers. Ou plutôt : ce qui était prévisible se réalise. Le recouvrement des loyers de l'échéance d'avril, après celle de mars, confirme l'augmentation des impayés. Elle est dans une fourchette de 10 à 25% selon les bailleurs. Et on peut s'attendre à ce qu'il en soit ainsi pour les échéances de mai et juin.

Face à une situation brutale de chute des ressources, beaucoup de locataires sont contraints de choisir entre le loyer ou se nourrir, et certain·Es parmi elles et eux n'ont pas eu d'autre choix que de recourir aux distributions solidaires. Le choix est vite fait.

Inaction gouvernementale

Face à cette situation, le gouvernement ne réagit pas. Il laisse les bailleurs se débrouiller. L'USH (le regroupement des bailleurs publics et privés) a signé une chartre, qui n'a pas force de loi, avec des associations de locataires qui se sont montrés pour le coup bien irresponsables de se prêter à cette manœuvre. Cette chartre ne propose, à côté des vœux pieux tels le renforcement du Fonds de solidarité logement (FSL), le retour sur la réforme des APL ou le report de la trêve hivernale, que l'étalement de la dette sur le reste de l'année... ce qui n'est pas du tout au niveau de la situation. Les bailleurs font semblant d'exiger du gouvernement des mesures sociales mais en fait leur préoccupation essentielle c'est de s'assurer, d'une façon ou d'une autre, que les loyers soient payés par les locataires.

La crise des loyers est bien là et, en l'absence de réponse gouvernementale, les bailleurs ont des réponses très disparates. Cela va de la suppression du loyer du mois d'avril pour l'OPH de Bobigny (qui reste à confirmer) à l'aménagement des appels de charges chauffage (Paris Habitat), voire le remboursement de l'excédent versé en charges quand il y en a. Et globalement ils proposent la discussion individuelle avec les locataires pour négocier l'étalement de leur dette, pour ceux qui sont sensibles aux difficultés qu'ils et elles connaissent. Jusqu'à l'indifférence totale comme pour des bailleurs tel Logreip ou les 3F qui ne s'expriment pas et exigent leurs loyers comme si de rien n'était.

En contrepoint se pose la date de la fin de la trêve hivernale, toujours fixée par le gouvernement au 10 juillet. Si la ville de Paris a décidé du report de la trêve jusqu'en mars 2020 pour ses trois bailleurs sociaux, pour tous les autres il n'y a rien de changé. Là aussi l'absence de décision du gouvernement laisse les locataires à la merci du bon vouloir de tel ou tel bailleur. Rien n'empêche d'ores et déjà la reprise des procédures judiciaires et cela fait craindre pour les mois d'été une vague d'expulsions locatives. Pour le moment les mobilisations difficiles des locataires dans le contexte de confinement (pétitions, banderoles, appels...) n'ont pas permis de forcer le gouvernement à réglerment sur l'allègement des loyers. La mobilisation continue pour rendre visible cette revendication, urgente, avec la certitude que la crise des loyers est devant nous.

JMB

ARGENTEUIL Vérité et justice pour Sabri

Dimanche 17 mai, Sabri, jeune de 18 ans habitant Argenteuil (Val-d'Oise) est décédé à l'hôpital après avoir heurté dans la nuit un poteau avec sa moto. La présence sur place d'un véhicule de la BAC interroge sur la responsabilité de ces policiers dans l'accident qui a conduit à sa mort.



DR

Des témoignages contredisent la version policière qui prétend n'avoir joué aucun rôle dans ce drame. La famille a déposé plainte.

Colère et sentiment d'injustice

Cet événement fait suite à de nombreux cas de violences policières dans les quartiers populaires partout en France, dans un contexte d'augmentation des inégalités, aggravée par la pandémie de Covid-19, particulièrement invivable

pour les plus pauvres. Les mesures coercitives et l'accroissement de la répression pendant le confinement et depuis le déconfinement partiel rendent la situation explosive dans de nombreux quartiers. À cela s'ajoute la lutte quotidienne pour retrouver des conditions de vie plus décentes et particulièrement pour s'alimenter. Comme toujours dans ces cas dramatiques, la colère et le sentiment d'injustice ont conduit des jeunes à exprimer leur ressentiment à

l'égard de la police et de l'État qui n'ont eu, comme à leur habitude, que la répression comme réponse. La famille a depuis appelé au calme. Mais la colère est toujours là. Toute notre solidarité va à la famille plongée dans le deuil. Nous demandons qu'une enquête indépendante soit menée car la police ne peut

pas enquêter sur la police. Tel était le sens de notre participation à la marche blanche organisée jeudi 21 mai à Argenteuil au départ de la cité Champagne. Nous continuerons à apporter notre soutien aux victimes des violences policières et aux habitant·Es des quartiers populaires.

Correspondants

TRANSPORTS

Prendre (enfin) le vélo au sérieux!

Le temps du vélo serait-il venu ? Nous ne reviendrons pas sur l'importance du vélo comme solution de transport, ni sur la prise de conscience due à la crise sanitaire et aux grèves des transports. Nous ne suspecterons même pas toutes celles et ceux qui font des déclarations fracassantes de sacrifier à des effets de mode. Mais nous voulons aborder quelques aspects « techniques », « stratégiques » et « politiques » incontournables, selon nous, pour que tout ceci ne soit pas qu'un simple écran de fumée.

On le sait d'expérience, le gros défaut de la plupart des plans vélo dans les villes, c'est l'incohérence, génératrice de danger. Tout·Es les cyclistes urbains connaissent les pistes peintes qui se terminent, pour

le maigre flot des ténébreux à vélo, au milieu d'un rond point, ou sur un rétrécissement de la chaussée. Souvent, elles s'arrêtent là où il aurait fallu construire une passerelle, tracer une chaussée spécifique, bref un peu plus que le coût d'un

pot de peinture ! Si, comme promises, les « coronapistes » doivent être l'occasion de tester des itinéraires, de recenser les besoins de construction, de les faire évoluer afin de les pérenniser, elles devront éviter ces travers. Quant à la campagne, tout reste à faire, ou presque.

Le vélo... pour la vie !

Pour que ça change vraiment, les déplacements à vélo doivent être conçus comme une des alternatives à l'auto, en particulier pour les trajets courts et moyens : aller de chez soi au boulot ou sur son lieu d'étude, faire les courses... et pour cela les combiner avec les transports publics gratuits de qualité.

En zone rurale, permettre d'accéder à vélo des navettes qui rejoindront des plateformes de bus.

Prendre en compte le nombre de cyclistes sont des travailleur·Es, c'est comprendre que le vélo n'est pas seulement pour la promenade du dimanche. Cela suppose de répondre à deux défis majeurs. D'abord, il faut que les pistes cyclables « aillent quelque part » (une école, un hôpital, une administration, une entreprise), qu'elles s'insèrent dans un plan de déplacement cohérent. Ensuite, il faut qu'à chaque étape de ces trajets, des équipements (prévu par la loi, pas laissés à la bonne volonté des décideurs ou des patrons) soient

aménagés : des garages au pied des immeubles, devant les gares, dans les centres-villes, dans les zones commerciales et industrielles. Le versement transport peut en assurer une bonne partie du financement.

Pédaler, se mobiliser !

Pour que les travailleur·Es aillent travailler en articulant vélo et transports en commun, il faut des droits du travail adaptés au vélo : prise en charge des frais de déplacement (le décret du 9 mai 2020 instaure le « forfait mobilité durable », mais facultatif pour les patrons !), prise en compte du temps de trajet sur le temps de travail, aménagement d'espaces dans l'entreprise pour garer son vélo (parkings couverts et sûrs) et pour le matériel (capes de pluie, sacoches), des vestiaires avec douches. Pour cela, il appartient aux

travailleur·Es et aux syndicats d'intégrer ces exigences dans leurs revendications. Le mouvement ouvrier doit porter les alternatives au tout-bagnole !

Pédaler, décider !

Enfin, il en est du vélo comme des transports publics, la parole des usager·Es est presque toujours ignorée... ce qui impose de s'en remettre aux quelques « décideurs » cyclistes, donc au hasard ! Là encore, comme pour les transports gratuits que nous revendiquons, qui mieux que les travailleur·Es d'une zone industrielle pour savoir où tracer les pistes adaptées ? Qui mieux que les étudiant·Es d'un campus pour décider des équipements nécessaires ? Qui mieux que les habitant·Es d'une cité pour décider de la place des vélos au pied des immeubles ? Qui mieux que



PHOTO:RIQUE ROUGE / NPA

les habitant·Es d'un village pour prévoir les aménagements nécessaires à leurs déplacements ? Alors oui, une des conditions d'un vélo « pas que pour les bobos », c'est plus de démocratie sociale !

Commission nationale écologie

Les Nôtres**Hommage à notre camarade Émile**

Notre camarade Émile est décédé le 16 mai. Ses camarades de Pantin et Bobigny tenaient à lui rendre hommage.

Émile, après un long parcours militant, entre et milite au PCF dans les années 1980-1990 sur sa ville de Bobigny. Durant cette période, il rentre au comité de section où il fera des interventions, toujours pertinentes, en lien avec la lutte des classes.

À la fin des années 1990, il participe à la construction du courant de la « gauche communiste » au sein du PCF. Il quittera le parti après cette période. Au plan professionnel, pendant cette période, Émile est devenu fonctionnaire territorial en travaillant dans les services informatique des collectivités, Vitry dans le 94, Villetaneuse et Les Lilas dans le 93.

Étant militant de la CGT, Émile a échangé avec beaucoup de militantEs territoriaux, y compris avec des membres de la LCR connus sur la ville de Bobigny. Au moment de son départ à la retraite au début des années 2000, Émile a été partie prenante de la construction du NPA suite à la démarche autour de l'appel de la LCR à construire un futur parti anticapitaliste large.

Étant un militant passionné, son engagement sur le projet de construction de ce futur parti a été fort : rapports avec les militantEs, les premiers contacts, de simples futurs adhérentEs à ce projet, militantEs syndicaux et associatifs, électeurs de gauche, etc. Émile a rassuré sur le sérieux de cette démarche !

De fait, il a joué un rôle de garant du projet, et cela a permis, avant la création officielle du NPA en 2009, de présenter une liste aux élections municipales de 2008, avec un résultat de 4,75 %. Il sera désigné lors d'une législative candidat du NPA sur la circonscription de Drancy, Bobigny, Le Bourget et Dugny.

Partout où Émile a milité, souvent minoritaire mais reconnu comme un militant passionné par la défense de ses idées, sa cohérence en analyse des différentes situations et surtout des mesures ou campagnes à mettre en place dans ces périodes précises, il laissera un grand respect et une dignité du militantisme, nous rappelant qu'il faut à chaque étape de la vie « lutter pour vivre et vivre pour lutter ».

Un grand merci à ce grand compagnon de combat ! **Dominique Berrou et touTEs ses camarades du comité Pantin-Bobigny**

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

ÉPISODE 8 (FINAL)**L'énigme est résolue**

– *Merci de vous être déplacés tous les sept. Je suis le capitaine Suliac et mon collègue est le lieutenant Berthier. Nous allons essayer de reconstituer les événements qui ont conduit à la mort de votre ami François Vernant.*

Les trois filles et les quatre garçons s'étaient installés dans les fauteuils et canapés. Les deux flics se tenaient en face d'eux, debout. L'ordre impeccable de la grande pièce tranchait avec le désordre qui y régnait pendant le confinement. – *Le rapport d'autopsie a été retardé par les circonstances, mais nous devrions rapidement en disposer. En attendant cet élément essentiel, nous avons essayé de cerner le mobile. Car il n'y a pas de crime sans mobile.*

– *Comment pouvez-vous être certain qu'il s'agit d'un crime ?* dit Monique. Berthier eut un petit sourire satisfait.

– *Bonne question. Nous ne sommes pas en mesure de l'affirmer à cent pour cent. Mais il faudrait m'expliquer comment un sportif de vingt-sept ans, en pleine forme, sans le moindre problème de santé, pourrait subitement passer de vie à trépas. Il parcourut l'assistance du regard. Certains affichaient des expressions ironiques, d'autres semblaient plus mal à l'aise, voire inquiets.*

– *Très bien. Examinons donc les mobiles possibles. J'ai tout de suite pensé que ce crime, s'il y a bien un crime, avait un lien avec les histoires que vous vous racontiez le soir. C'étaient des moments forts de votre confinement où vous étiez tous réunis. L'un d'entre vous pouvait se sentir blessé par le contenu d'une de ces histoires...*

– *Claire se pencha vers Damien. – Ce flic se la joue Hercule Poirot, chuchota-t-elle. Damien ne put retenir un ricanement. Suliac lui jeta un regard irrité qu'il soutint. Lucien leva la main.*

– *Vous pensez sérieusement qu'on pourrait tuer quelqu'un pour une histoire de chat ? Vous êtes sérieux ? Suliac mit les doigts sur les hanches.*

– *J'ai une certaine expérience de l'univers carcéral. Dans un monde clos, le moindre détail peut prendre une importance considérable. Un détenu peut en frapper un autre, voire le tuer pour une affaire de brosse à dent. Un confinement a des points communs avec une détention. Deux mois les uns sur les autres. Des antipathies peuvent se développer, se transformer en haines incontrôlables. Vous êtes au courant, je suppose, qu'un couple sur dix va se séparer à la suite de ce confinement.*

Le flic s'interrompit un instant pour les dévisager, attendant une réaction qui ne vint pas, puis consulta son collègue du regard avant de reprendre, sur le ton enjoué de l'homme qui pense avoir marqué un point.

– *J'ai d'abord pensé à cette histoire humiliante de gamin trahie de limace. Aucun d'entre vous n'est Charles de Bourmont et ne peut l'avoir vécue. Mais nous avons parmi nous une personne de sa famille. Par alliance, certes. N'est-ce pas M. Rezouf ?*

Lucien s'agita dans son fauteuil. – *Votre dossier n'est pas jour. J'ai vécu deux ans avec sa cousine.*



Nous étions pascés. Charles, j'ai dû le rencontrer trois fois. Suliac pointa son doigt sur lui. – *Mais vous avez tout de suite compris qu'il s'agissait de votre parent et vous n'en avez pas parlé. Vous avez ruminé dans votre coin. – Je ne voyais pas la raison d'en parler. Ça aurait créé un malaise. J'ai trouvé l'histoire déplaisante. De là à tuer François. Il vous faudra trouver autre chose.*

– *Dans ces circonstances, ça me semble pourtant un mobile très valable. Mais passons aux autres histoires. Quand Lucien a raconté son histoire d'escroc qui prétendait devenir l'origine des vins et leur millesime, Paul s'est senti humilié car il venait lui-même de se livrer à ce petit jeu. Et il avait triché lui aussi. Paul se dressa comme un ressors.*

– *Mais vous délirez ! D'abord, non, je n'ai pas vraiment triché. J'avais fait un tour dans la cave et j'avais quels étaient les vins disponibles. Damien avait insisté de prendre les plus chers. Donc je savais quels étaient ceux qui restaient et, avec le rôti, Claire ne pouvait choisir qu'un Bordeaux. Et c'est Lucien qui a raconté cette histoire, pas François.*

Le flic balança la tête. – *Sauf que François a rigolé quand vous avez pris la mouche en prétendant que vous étiez visé par cette histoire. Vous voyez que je suis bien renseigné.*

Monique soupira en écartant les bras.

– *Oui, François a rigolé à ce moment-là. Je ne sais pas qui vous rapporte ça. Il a en effet rigolé, mais il avait eu un coup et ce n'était pas forcément aux dépens de Paul. Et on ne tue pas quelqu'un parce qu'il a éclaté de rire.*

Suliac se rengorgea et prit un ton professoral. – *Chère madame, je crois vous avoir déjà expliqué que la moindre animosité peut prendre une ampleur démesurée dans une telle situation. Le flic compta sur ses doigts.*

– *Cela nous fait déjà deux personnes qui avaient un mobile pour expédier le professeur d'EPS ad patres. Mais ce ne sont pas les seules. Il y avait une autre catégorie de mobiles : la jalousie et le dépit. La victime a eu une aventure avec Hélène Kalinsky ici présente. Celle-ci devint écarlate.*

– *Ça vous fait prendre votre pied, d'étaler ma vie privée ? Suliac échangea un nouveau regard avec son collègue.*

Confinement mortel

– *Si c'est à moi que vous faites allusion, selon votre logique, c'est Hélène que j'aurais dû éliminer.*

– *Le dépit peut être aussi un mobile...*

La sonnerie de son portable l'interrompit.

– *Excusez-moi un instant. Suliac alla se placer dans un angle de la pièce pour prendre la communication. Son adjoint le rejoignit. Ils chuchotèrent tous les deux, tandis que les sept anciens confinés se mettaient à bavarder et à échafauder des hypothèses. Le policier revint vers eux. Son expression avait changé.*

– *Nous avons les premiers résultats de l'autopsie, annonce-t-il.*

Le silence se fit immédiatement.

– *François Vernant est mort d'une crise cardiaque. Vous saviez qu'il prenait des médicaments ?*

Hélène Kalinsky se leva.

– *Il s'était mis dans la tête qu'il avait chopé le virus, dit-elle. Juste pour des maux de gorge. C'était un garçon fragile sur le plan psychologique sous ses dehors de sportif costaud. Alors oui, il s'était équipé de toute une pharmacie avant de se confiner avec nous.*

– *Et vous ne nous en avez pas parlé ! reprocha le flic.*

– *François ne souhaitait pas que ça se sache. Et je ne voulais inquiéter personne, car à mon avis il n'avait qu'un tout petit mal de gorge. Sinon, ça serait déclaré bien avant.*

N'avait pas encore prononcé une parole, fit un pas en direction d'Hélène.

– *Mais c'est tout de même bizarre que nous n'ayons pas retrouvé cette pharmacie, non ?*

– *La veille du déconfinement, je suis montée lui apporter son repas. Il dormait quand je suis entrée dans sa chambre. Quand j'ai vu tous ces médicaments étalés, je me suis dit qu'il devait se faire plus de mal que de bien. J'ai tout mis dans un sac que j'ai balancé.*

Suliac se tourna vers son collègue. – *La tournée des éboueurs, c'est quel jour ? Allons voir si ce sac est encore là. Venez avec nous, madame Kalinsky.*

Ils s'élançèrent tous les trois. Quelques minutes s'écoulèrent. Quelqu'un réapparurent, Suliac brandissait un sac de plastique noir. Il en étala le contenu sur la table basse. Des tubes d'aspirine voisinaient avec une douzaine de boîtes de Doliprane et de Plaquénil. Suliac secoua la tête.

– *L'automédication, dans son cas, c'était pas terrible. Le médecin légiste dit qu'il avait un truc au cœur qui n'avait jamais été repéré. Son estomac contenait des tonnes de ce truc.*

Hélène haussa les épaules. – *Je lui avais dit, mais je ne savais pas qu'il en prenait tant. Et une crise cardiaque, franchement je n'y aurais pas pensé. Avant sa déprime, il avait l'air en pleine forme.*

Elle soupira. Les jeunes gens échangeaient des regards consternés. Les deux flics ne semblaient plus très à l'aise dans leurs baskets.

– *Votre belle construction tombe à l'eau, monsieur le détective génial, lança Claire, perfidement. Et je suppose que nous ne saurons jamais à qui vous aviez l'intention de faire porter le chapeau.*

Gérard Deltiel

Essai**Guide du Bordeaux colonial**

Écrit par Sortir du colonialisme Gironde, éditions Syllepse, 252 pages, 10 euros, sortie en juin 2020.

Le Guide du Bordeaux colonial est un abécédaire des noms de rue, avec des notes explicatives, complété par la présentation d'autres lieux et musées. Un livre d'éducation populaire, militant, pour « rendre visible » le colonialisme et l'esclavagisme qui ont laissé d'innombrables marques dans l'agglomération.

 multiples facettes de la domination coloniale

Quai du Maroc, cours de la Martinique, rue Son-tay ou de Mazagan... les références aux territoires colonisés et aux batailles sont nombreuses. Il y a aussi ces rues qui glorifient ceux que l'État considère encore comme ses grands hommes, les dirigeants colonialistes de la 3^e République (Gambetta, Ferry, Thiers...), ou plus récemment, De Gaulle, au pouvoir lors de la répression en Algérie en 1945, l'organisateur de la Françafrique après les luttes d'indépendance. Mitterrand n'est pas oublié, ministre de l'Intérieur en 1954 au début de la guerre d'Algérie, continuateur de la Françafrique après 1981, avec les opérations militaires au Tchad, le génocide au Rwanda...

Le guide rappelle que Chaban-Delmas a été ministre des Armées en 1957-58 (guerre d'Algérie, bombardements en Tunisie) et qu'il a été « à l'origine de la création des Centres d'Instruction à la pacification et à la contre-guérilla (CIPCG), deux écoles de "guerre psychologique" et dont on sait qu'ils seront des centres de torture ».

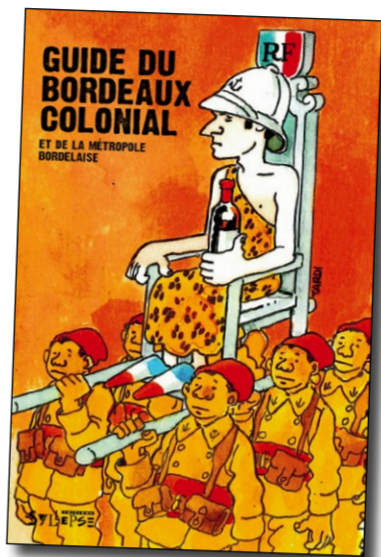
Les généraux ayant commis les pires crimes contre les peuples sont honorés à Bordeaux comme dans toutes les villes, les Bugeaud, Gouraud, Mangin, Juin, Lyautéy... ainsi que des universitaires théorisant le racisme, Ernest Renan, Paul Bert...

Particularité locale, nombre de lieux font référence aux familles de grands patrons, négociants, armateurs, planteurs, ayant fait fortune avec l'esclavage et le pillage colonial comme les Saige, Ravезies, Nairac, Lainé, Journu-Auber, Guestier, Balguerier-Stuttenberg... et tant d'autres.

Simple et riche de nombreux faits et citations, ce livre montre les multiples facettes de la domination coloniale, donnant la mesure du conditionnement idéologique imposé par les classes dominantes, qui allaient jusqu'à organiser des « foires coloniales » avec zoos humains sur la place des Quinconces jusque dans les années 1930.

Le guide aide à mesurer à quel point ces classes dominantes continuent à nous imposer encore aujourd'hui ces noms, glorifiant le pillage des peuples qui a été indissociable du développement du capitalisme et des États à leur service.

La bourgeoisie bordelaise et ses différents maires résistent d'ailleurs au moindre changement de nom de ces rues... « *droit dans leurs bottes* » comme disait Juppé... qui a renoncé à donner à une « sente » le nom de Frantz Fanon, militant anticolonialiste antillais ayant



rejoint la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Et il y a bien peu de rues au nom des militantEs antiracistes et internationalistes.

 Quelques angles morts

L'équipe des rédacteurs organisait le mardi 19 mai, avec Espaces Marx, une présentation de l'ouvrage. L'occasion d'avoir un échange sur ce qu'apporte le livre... et aussi sur le fait qu'il n'évoque pas une partie de l'histoire de la gauche qui a pris directement part à la politique coloniale de l'État français, même si les actes de Mitterrand, Mendès-France ou Guy Mollet sont clairement présentés.

Ainsi, la rue Léon-Blum à Bordeaux permettrait de rappeler comment le gouvernement du Front populaire de 1936 a réprimé les grèves dans les colonies. Et comment Blum, à nouveau chef du gouvernement en décembre 1946, a engagé la guerre d'Indochine.

Autre absence, celle de la politique du PCF dans l'après-guerre, qui a participé de 1944 à 1947 à des gouvernements issus du CNR, qui ont réprimé des révoltes des peuples colonisés, du massacre du camp de Thiaroye près de Dakar en novembre 1944 à l'Algérie en 1945, l'Indochine à partir de 1946, ou Madagascar en 1947...

Charles Tillon était ministre PCF de l'Aviation quand son gouvernement massacrait en 1945 les villes algériennes de Sétif, Guelma et Kherrata, puis ministre de l'Armement jusqu'en décembre 1946... Et Maurice Thorez, vice-président du Conseil...

La discussion a permis de convenir qu'un prochain tome, ou, à défaut, le site du collectif, permettrait d'apporter ces éléments nécessaires qui montrent comment la participation gouvernementale a amené des partis se réclamant de la classe ouvrière à gérer les affaires de la bourgeoisie française et, avec elles, ses sales guerres coloniales.

Documentaire**La Cravate, de Mathias Théry et Étienne Chaillou**

1h37 min, sorti le 5 février 2020.

Les documentaires sur l'extrême droite sont souvent réalisés par des journalistes pareseux à la recherche de sensationnalisme. Pas celui-là. Sur le fond (le portrait intime d'un « petit soldat » du RN en 2017 à Amiens) comme sur la forme (une voix off omniprésente et très littéraire) ; on se trouve devant un travail très sérieux et très profond.

 Plongée au sein du RN de la Somme

On retrouve dans le portrait de ce jeune militant de 20 ans de nombreuses caractéristiques communes au public du RN : bien évidemment une obsession pour l'immigration mais aussi un rapport très conflictuel aux institutions scolaires, un parcours de vie difficile, une origine rurale et populaire (ici une famille de petits patrons avec laquelle il

semble avoir rompu), un engagement presque charnel pour « la cheffe » Marine et bien sûr une colère permanente.

En plongée dans le RN d'Amiens, on est affligé par la confusion politique, l'absence de débat interne comme de formation ainsi que par l'ingratitude de ce parti pourtant riche à millions et disposant de militants dévoués comme Bastien. On croise dans ce documentaire quelques cadres du parti bien arrivistes comme Éric Richermoz, insupportable tête à claques d'école de commerce (une sorte de Jordan Bardella) ou Frank de Lapersonne, parachuté parisien à la recherche d'une bonne place (qui aujourd'hui se prétend de gauche et anti RN!).

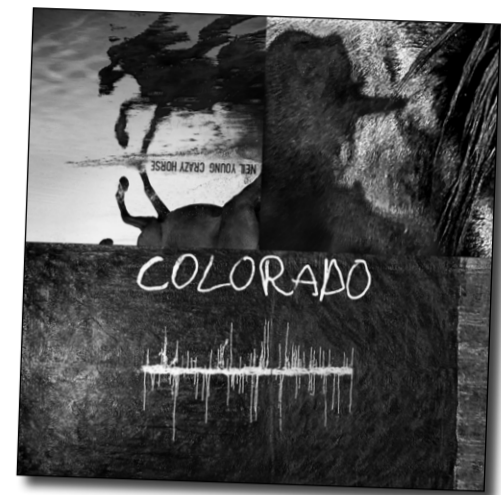
On assiste aussi aux coulisses de l'opération de Marine Le Pen en visite auprès des grévistes de Whirpool entre les deux tours. Si



on appréciera le sens du « coup » médiatique, on s'aperçoit que, finalement, le RN se fiche autant des ouvrierEs en grève que Macron : simplement, ils s'en servent mieux.

Rock**Shut it down!, de Neil Young**

Album «Colorado», 1 CD (Warner), 13 euros.



Quand le titre « Shut it down », extrait du dernier album de Neil Young, *Colorado* (octobre 2019), a été diffusé pour la première fois, il a choqué les médias US par son radicalisme, mais pas le public que Neil Young (75 ans cette année) a su conserver et renouveler depuis 1965. À grands coups de riffs rageurs de guitare « garage », Neil Young déclare vouloir fermer le système économique tout entier pour proposer une société nouvelle qui protégera la vie sous toutes ses formes : « *I had to shut the whole system down/People try to save this Earth/From an ugly death/I had to shut the whole system down/People trying to live workin'/In a world to meet that threat* » !...

Il est vrai qu'après avoir dédié un concept album entier à la lutte contre les pesticides en 2015, *Monsanto Years*, le chanteur canadien naturalisé américain et partisan de Bernie Sanders est passé à la vitesse supérieure. Avec l'épidémie de Covid-19 qui se propageait à toute la planète et obligeait les gouvernements du monde entier à tout fermer, à tout stopper, notre vieux rocker a pris une petite revanche sur les médias en postant une vidéo incendiaire illustrant son « Shut it down » avec les images de la pandémie ?.

 La légende Neil Young : de Buffalo Springfield à aujourd'hui

À son arrivée en Californie en 1965, Neil (20 ans) apparaît sur la scène musicale internationale, à Los Angeles, avec le groupe Buffalo Springfield. Ce groupe de folk-rock, initialement composé de Neil Young, Stephen Stills, Richie Furay, Jim Messina enregistré, de 1966 à 1968, trois albums. En 1968, Young entame une carrière solo et forme son propre groupe, Crazy Horse avec lequel il collabore, tourne et enregistre jusqu'à aujourd'hui. En 1969, Neil Young rejoint son camarade Stills en trio avec Crosby et Nash pour former CSN&Y. Le groupe apparaît au festival de Woodstock. Ensemble, ils sortent peu après l'album culte *Déjà Vu* (1970), et trois autres albums en commun. En 1972, Neil reprend sa carrière solo et enregistre son album folk le plus célèbre, *Harvest*. Depuis, il alterne les albums de folk ou de rock psychédélique avec un grand succès dans les deux cas.

 L'album Colorado

À 74 ans, Neil Young a retrouvé son backing band du Crazy Horse pour une escapade du côté du Colorado et y sortir son trente-neuvième album studio. Un documentaire intitulé *Mountaintop* relate l'enregistrement de l'album et est disponible sur internet. *Colorado* est un disque brut et sans filtre. Les couleurs sont variées mais à l'image du titre « Green Is Blue », chacune de ces couleurs se confondent en une unité dont seul Neil Young a le secret mais dont le message est unique : préserver la planète ! Que ce soit pour célébrer les paysages de l'Amérique ou l'amour, la qualité d'interprétation renvoie aux meilleurs albums du « Loner ». Le groupe Crazy Horse n'hésite pas à sortir le gros son pour de longues jams (« She Showed Me Love », « Shut it up ») ou à laisser percer l'émotion pour des morceaux comme « Rainbow Of Colours » ou « I Do ».

Une partie de l'album et du documentaire est en libre accès sur FIP Radio. Il faut en profiter au plus vite.

 Sylvain Chardon

1 – « *J'ai dû couper tout le système, les gens essaient de sauver cette terre d'une mort affreuse, j'ai dû couper tout le système, les gens essaient de vivre en travaillant dans un monde qui nous mène au gouffre* ».

2 – <https://www.youtube.com/watch?v=NeLdJvH574>

3 – Crazy Horse est aux manettes de Colorado. Dany Whitten qui était le leader du groupe et le meilleur ami de Neil, est disparu tragiquement en 1972. Sa mort entraîna une sévère dépression du canadien.

4 – *Psychedelic Pills* reste l'incontournable album de Young.

Solidarité avec les migrantEs : de Paris à Rennes ou Bologne, le 30 mai aura bien lieu!

Le coup de pression de la préfecture de police n'a pas marché. La Marche des solidarités n'annulera pas la manifestation prévue à Paris le 30 mai pour la régularisation des sans-papiers, la fermeture des centres de rétention et des logements décents pour touTEs.

droit de manifester comme en ce qui concerne les revendications même de la manifestation. En effet garantir le droit de manifester dans des conditions sûres pour la santé nécessiterait en fait de libérer le plus d'espace possible aux manifestantEs et d'alléger au maximum le dispositif policier! On a encore eu cette semaine l'illustration tragique à Argenteuil du danger qu'il y a à croiser la police quand on est jeune, noir ou arabe. Et chaque intervention de la police sur un rassemblement ou une manifestation rend d'autant plus difficile le respect des mesures barrières à la propagation du virus. Quant au contenu de la manifestation, il révèle justement combien le pouvoir n'a jamais eu comme priorité les préoccupations sanitaires. Et plus il rechigne à régulariser touTEs les sans-papiers, plus il démontre à quel point ce n'est pas le cas. Proposer aux soignantEs de défilier le 14 Juillet aux côtés de l'armée, faire la chasse aux migrantEs et mener une politique d'inspiration coloniale dans les quartiers a certes une certaine logique. Mais cette politique de l'ordre, raciste et nationaliste, n'a rien à voir avec les besoins sanitaires et sociaux.

C'est maintenant

La Marche des solidarités a répondu à la préfecture que son « invitation » n'aurait un sens que si le gouvernement prenait justement les mesures revendiquées par la manifestation. On a bien compris que l'enjeu s'était relevé. Là encore, pas de hasard à ce que les choses se cristallisent autour de la question des migrantEs. Liberté de circulation, visibilité politique dans l'espace public, refus de toutes les mesures étatiques de contrôle, de surveillance, et de répression, lutte contre le racisme et le nationalisme, partage des richesses plutôt que course aux profits, la cause des sans-papiers est porteuse des choix fondamentaux à faire pour le « monde d'après ».

Voilà pourquoi il faut faire monter la mobilisation. Pour imposer notre liberté de manifester, gagner l'égalité des droits et faire tremplin à une révolte qui, pour avoir été confinée, ne s'est pas éteinte.

Denis Godard

Mieux, sur la base de son appel, signé par plus de 190 collectifs et organisations, la liste s'allonge des villes qui se préparent à manifester le 30 mai : Lyon, Rennes, Rouen, Marseille, Grenoble, Valence, Limoges, Nantes, Poitiers, Le Havre, Nîmes et même Bologne en Italie! Mieux, un processus de convergence des appels qui se sont multipliés sur les mêmes bases ces dernières semaines est en train de s'accélérer. C'est d'ailleurs peut-être ce qui a incité la préfecture à tenter, par mail, ce coup de pression le lundi 18 mai. Car la manifestation parisienne avait été déposée en préfecture 10 jours auparavant, au nom de toutes les organisations signataires, par la Coordination parisienne des sans-papiers. Sans réponse. C'est à une relance faite par le syndicat Solidaires que la préfecture a réagi. Sans daigner s'adresser au collectif de sans-papiers.

Une drôle d'invitation

Tout est instructif dans ce mail. La préfecture n'interdit pas la manifestation, elle « invite à [lui] confirmer l'annulation » après avoir indiqué que « votre événement ne pourra se tenir car vous ne pouvez garantir qu'il n'y aura pas plus de dix personnes présentes ». Certes... Mais le clou de la missive envoyée, outre l'expression d'« invitation à confirmer l'annulation », est dans le dernier paragraphe, où la préfecture indique que le préfet n'utilisera pas sa possibilité inscrite dans le décret du 11 mai, de « maintenir la manifestation à titre dérogatoire ». Manière de dire qu'il le pourrait. Dans le même temps nous avons appris que, sous la pression des milieux intégristes catholiques et de l'extrême droite, le Conseil d'État oblige le gouvernement à autoriser la réouverture des églises. Tous les arguments du Conseil d'État concernant la liberté de culte, dans des lieux fermés, devraient s'appliquer, a fortiori, à des événements concernant la liberté d'expression dans la rue. Et, alors que la préfecture utilise comme raison la situation sanitaire « dégradée » à Paris, c'est l'immense centre commercial de Beaugrenelle qui rouvre! La Marche des Solidarités a publié une réponse à la préfecture, soulignant « la responsabilité directe des autorités que vous représentez dans cette situation. Au mépris de toutes les recommandations sanitaires et du Défenseur des droits, ces autorités refusent de fermer les centres de rétention administrative, d'ouvrir des lieux pour éviter la surpopulation dans les foyers, de réquisitionner des logements vides pour les mal-logéEs et les sans-abris et de régulariser les sans-papiers pour leur donner accès aux droits permettant de vivre dans des conditions sûres. »

Alors?

Ce qu'aurait aimé éviter le pouvoir, par l'intermédiaire du préfet, c'est



le coût d'une décision d'interdiction qui sera ouvertement politique et non sanitaire. Comment légitimer une interdiction de présence dans la rue de milliers de personnes quand dans le même temps on autorise

des rassemblements de milliers dans des lieux fermés? Il y a d'ailleurs là une sorte de piège pour les autorités. Car insister sur l'aspect sanitaire est à double tranchant. En ce qui concerne le

L'image de la semaine



Vu ailleurs

HARCELEUR ET TOUJOURS MARCHEUR. « Il ne peut pas rester au groupe, c'est clair. » L'avis de cette figure de LREM à l'Assemblée sur Stéphane Trompille est tranché: le député de l'Ain doit être sanctionné politiquement après l'avoir été judiciairement. Comme le rapporte le Progrès, le conseil de prud'hommes de Bourg-en-Bresse a en effet condamné l'élu lundi pour des faits de harcèlement sexuel sur l'une de ses anciennes collaboratrices parlementaires. Trompille, qui a annoncé faire appel de cette décision, était assigné pour licenciement abusif par deux ex-collaborateurs, dont l'une lui reproche des messages à connotation sexuelle. Le ténor du groupe cité plus haut compte bien évoquer le sujet en haut lieu en interne: « Clairement, moi ça va me poser un petit problème. » Une autre abonde dans le sens d'une exclusion: « Normalement, la "jurisprudence" est limpide en la matière... » Et un troisième de renvoyer à la réunion du bureau du groupe, qui a lieu mercredi et où le sujet pourrait être évoqué. Mais ils risquent d'être déçus. L'entourage du président de groupe, Gilles Le Gendre, nous fait en effet parvenir la réaction suivante, indiquant qu'aucune sanction ne sera prise à ce stade: « Les faits reprochés à Stéphane Trompille justifient le respect pour ses collaborateurs qui s'en estiment victimes. [...] Stéphane Trompille fait appel de ce jugement [de première instance]. Par ailleurs, il a porté plainte au pénal contre ses deux anciens collaborateurs pour faux et usage de faux. Au stade actuel, le groupe LREM n'a pas à intervenir dans un conflit du travail entre un député et ses collaborateurs, ni dans une procédure pénale. Si cette condamnation devenait définitive, il aurait naturellement à en tirer toutes les conséquences. » En novembre, au moment des révélations sur les faits dont est accusé Stéphane Trompille, la majorité n'avait pas agi mais démontré toute sa gêne face à ce genre de cas, oscillant entre la revendication de son action contre les violences faites aux femmes et le respect de la présomption d'innocence. Depuis, une « cellule de signalement » anti-harcèlement et discrimination, interne au parti présidentiel, a été mise sur pied sous l'impulsion de la secrétaire d'Etat chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa.

Étienne Baldit, « Condamné pour harcèlement sexuel, le député Stéphane Trompille n'est pas exclu du groupe LREM », liberation.fr, 26 mai 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		
Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire :
www.npa2009.org